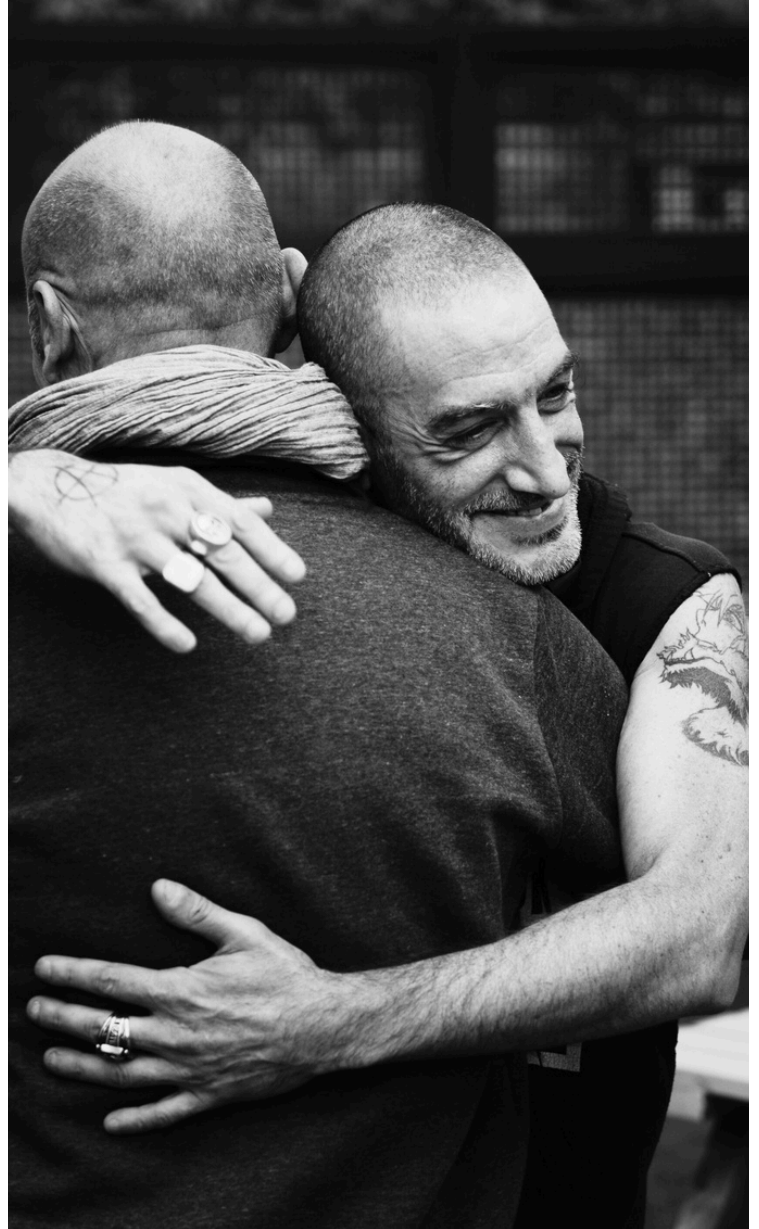


RAPPORT / D'ACTIVITÉ 2025

**Assemblée Générale
18 juin 2026
LE CREUSOT**



SOMMAIRE

	1	Le rapport moral
	2	Le rapport d'activité
L'ASSOCIATION	3	
	4	La fiche d'identité
	5	La gouvernance
	6	Les territoires
	7	Le patrimoine
LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS	8	
	9	En 2025
LES MISSIONS	12	
	14	Répondre à l'urgence
	18	Héberger, Loger, Réinsérer
	22	Insérer par l'emploi
	26	Accompagner par les soins
	30	Accompagner la personne
	34	Accueillir les demandeurs d'asile et réfugiés
	37	Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)
LES PERSONNES AU COEUR DE L'ACTION	39	
	40	La pair-aidance
	41	La Réduction Des Risques Alcool
	42	La démarche d'amélioration de la qualité
	43	La santé mentale
	44	La pauvreté en milieu rural
	45	Les partenariats et les mécénats
LES RESSOURCES HUMAINES	46	
	47	Le bilan des ressources humaines
	48	Les fonctions ressources
	49	Les bénévoles
LE BILAN FINANCIER	50	
	51	Rapport 2025
GLOSSAIRE	52	

Le rapport moral

L'année 2025 aura été une année contrastée. L'association a poursuivi son développement au service des personnes les plus précaires, tout en ayant des inquiétudes fortes sur le financement de ses actions.

Nous avons maintenu un niveau d'activité soutenu, accompagnant des milliers de personnes dans différents domaines : hébergement, asile, accès à l'emploi, santé, protection des majeurs. Le rapport d'activité témoigne de l'ampleur de notre engagement et des difficultés rencontrées. Nous avons consolidé notre positionnement institutionnel ; les échanges avec les collectivités et l'État ont réaffirmé notre rôle d'acteur structurant des politiques sociales.

L'inauguration, en septembre 2025, du nouveau bâtiment de la Croisée des Chemins à Chalon-sur-Saône illustre notre capacité d'investissement, la solidité de notre ancrage territorial et notre volonté de proposer des réponses adaptées et dignes.

Sur le plan opérationnel, 2025 s'inscrit dans la continuité des transformations engagées. Le développement de la pair-aidance, la mise en œuvre du dispositif Premières Heures en Chantier et le déploiement d'une démarche qualité traduisent une orientation claire : renforcer l'efficacité sociale en articulant innovation, professionnalisation et évaluation des pratiques.

Nous avons répondu favorablement à la demande de l'association Les Trappistines de rejoindre notre structure. Nous assurons désormais la gestion des deux Pensions de Famille à Mâcon, dans la perspective d'une fusion au 1er janvier 2027 — un apport précieux et un engagement assumé face aux situations de grande précarité.

2025 a aussi été marquée par une évolution de gouvernance. Après treize années de présidence, Jean-Amédée Lathoud a choisi de ne pas renouveler son mandat. Je lui rends ici un hommage pour son engagement constant, qui a accompagné le développement de notre association, aujourd'hui installée dans douze communes de Saône-et-Loire.

Ce bilan doit être analysé à la lumière d'un environnement financier contraint. La dépendance aux financements publics nous expose directement aux tensions budgétaires de l'État et des collectivités. **La diminution de 700 000 euros des crédits alloués en 2025 est un signal préoccupant.** La solidité de notre gestion nous a permis d'absorber ce choc sans remettre en cause nos équilibres fondamentaux. Mais si cette tendance se poursuivait, nous ne pourrions maintenir durablement notre niveau d'activité.

Les besoins sociaux auxquels nous répondons ne cessent de s'intensifier. Le 115 et le SIAO subissent une pression largement supérieure à leurs capacités, faute de logements disponibles. Nous alertons les pouvoirs publics sur cette réalité qui met en tension l'ensemble du système.

Notre projet associatif, adopté fin 2024, trace une feuille de route autour de trois priorités :

- Améliorer la qualité des services, permettre à chaque personne accompagnée d'être actrice de son parcours, aller vers les publics les plus invisibles,
- Faire évoluer notre gouvernance en intégrant les principes de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE),
- Renforcer nos partenariats, soutenir l'engagement bénévole, développer les coopérations avec les acteurs économiques et diversifier nos ressources.



Le Pont, ce sont des bénévoles engagés, des administrateurs impliqués, et une communauté de professionnels dont la grande compétence rend possibles les missions qui nous sont confiées. Dans un contexte incertain, nous poursuivrons notre action avec détermination, fidèles à notre ambition : **“remettre l'Homme debout”**.

Président

Philippe Pottier

Le rapport d'activité

L'année 2025 a été marquée par un contexte financier particulièrement contraint, se traduisant par une baisse significative des financements alloués à plusieurs de nos services. Cette situation a conduit à des décisions difficiles, notamment la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi au sein du service des agents de santé, consécutif à la suppression du financement du Conseil Départemental.

Trois postes d'infirmières ont ainsi été supprimés, impactant directement l'accompagnement de 112 personnes désormais en rupture de soins. Je tiens ici à saluer l'engagement et la qualité du travail de ces professionnelles. Par ailleurs, la réduction de 47 places d'Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile a entraîné une réorganisation du service et affecté le fonctionnement global du dispositif. D'autres suppressions de postes ont été nécessaires, notamment dans le cadre de l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL), en lien avec la diminution des mesures d'accompagnement. Malgré ces contraintes, l'association a su limiter les effets de ces ajustements grâce à des mobilités internes, rendues possibles par sa structuration.

Dans ce contexte exigeant, l'année a également été marquée par la poursuite de nos **engagements en matière de qualité**. Plusieurs établissements ont bénéficié d'évaluations externes, accompagnées par la Directrice qualité récemment recrutée, dont la mission a été de renforcer la culture d'amélioration continue, de structurer les pratiques professionnelles et de garantir le respect des droits des personnes accompagnées.

Nous avons également poursuivi le développement de nos dispositifs médico-sociaux, avec l'augmentation du nombre de places en Appartements de Coordination Thérapeutiques et le déploiement du travail pair, qui constitue une approche innovante fondée sur l'expérience vécue. De nouveaux projets ont vu le jour, tels que le programme Premières Heures en Chantier, favorisant une réinsertion progressive des publics les plus éloignés de l'emploi, ainsi que la mise en place d'équipes mobiles en milieu rural.



Malgré les difficultés rencontrées, l'association a su maintenir le cap de ses missions, innover et s'adapter, en s'appuyant sur l'implication constante de ses professionnels, de ses bénévoles et de ses partenaires.

Directeur Général

Gilles Volin



À vos côtés pour reconstruire,
ensemble pour avancer.

La fiche d'identité

Mission

Créée en 1976, l'association Le Pont lutte contre différentes formes d'exclusion sociale et intervient dans plusieurs champs spécifiques de l'action sociale : lutte contre la pauvreté, accès aux droits, insertion socio-professionnelle, accès et maintien dans le logement, protection des majeurs, soins et santé, soutien aux victimes de violences et de traite des êtres humains.

Depuis sa création, l'association s'est adaptée aux évolutions sociétales par l'élaboration de réponses collectives au service des publics et des pouvoirs publics.

Organisation

- Une direction assure le pilotage et la coordination générale des activités en collaboration avec tous les cadres.
- Un siège associatif, situé à Mâcon prend en charge l'ensemble des fonctions ressources : gestion des finances, ressources humaines, administratif, achats, moyens généraux, qualité.
- Des équipes salariées et bénévoles assurent les missions de l'association auprès des personnes accompagnées.



Vision

Le projet associatif de l'association (2024-2028) constitue pour les professionnels qui éprouvent les missions des établissements et services, une boussole qui prend son origine dans l'histoire du Pont.

Il affirme son allégeance aux valeurs de la République Française et pose les principes qui guident et fondent son action :

- L'accueil permanent et inconditionnel,
- La non-discrimination de tout individu en situation de détresse ou d'exclusion,
- La valorisation des capacités de chaque personne, de sa culture et de ses facultés d'autonomie,
- La reconnaissance des droits fondamentaux de tout individu.

Le projet associatif institue une puissante intention pour les années à venir.

Chiffres clés 2025

1 050 personnes accompagnées
dont 1 183 enfants mineurs
330 salariés
67 bénévoles

La gouvernance

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION au 31 décembre 2025

Bureau :

Philippe POTTIER, Président
Marie REY, Vice-Présidente
Éric PHILIPPART, Vice-Président
Denys CORNAC, Trésorier
Jean Noël DESPOCQ, Trésorier-Adjoint
Marie-Aude POISSON, Secrétaire
Catherine GIRARD, Secrétaire-Adjointe

EN 2025 :

1 assemblée générale
8 conseils d'administration
5 bureaux

Membres du conseil d'administration :

Membres :

Jérôme BRACHET
Pascal CAMPEYRON
Jean-François GUÉRITAINE
Alexandre MARKT
Christine MOREL
Nadia SARAG
Bernard SPORTES

Membres consultatifs :

Monsieur le Préfet
Monsieur le Président du Conseil Départemental
Un représentant des collectivités locales (Autun, Communauté des Communes du Grand Chalon, Charnay-les-Mâcon, Cluny, Le Creusot, Louhans, Mâcon, Montceau-les-Mines, Paray-le-Monial, Tournus).

L'année 2025 marque l'arrivée d'un nouveau président, M. Philippe POTTIER. Il a pour mission de :

- Porter une vision ambitieuse et fédératrice,
- Impulser une dynamique d'innovation et d'ouverture,
- Renforcer les partenariats.

Le conseil d'administration accueille également de nouveaux membres qui viennent l'enrichir par leurs parcours et de leurs perspectives.



Bernard SPORTÈS

Médecin à Cluny depuis près de 25 ans, engagé dans l'accompagnement social inhérent à la profession, j'ai été confronté aux thématiques qui animent Le Pont. [...] Désormais en retraite encore partielle, c'est tout naturellement que j'ai répondu à l'appel de Philippe Pottier pour poursuivre d'une autre façon mon implication dans la vie de cette belle institution.



Christine MOREL

J'ai travaillé pendant 21 ans au service comptabilité et j'ai été témoin de l'évolution du Pont, qui comptait 50 salariés à mon arrivée. J'ai également suivi la création de la SCI, ce qui a suscité en moi l'envie de faire partie du conseil d'administration et de participer à l'avenir de l'association Le Pont.



Jérôme BRACHET

En étant tout d'abord engagé au Pont par le bénévolat auprès des équipes du Samu Social, de l'Accueil de Jour, et d'Eco'Cook, mon soutien actif s'est prolongé au sein du conseil d'administration. C'est une expérience passionnante pour soutenir encore plus cette œuvre profondément humaine qu'est Le Pont.

Les territoires

L'association Le Pont et ses établissements et services couvrent le département de Saône-et-Loire dans sa pluralité, au plus proche des personnes vulnérables.

Pour parvenir à cette couverture, elle a déployé :

UNE ORGANISATION EN LOCAL

Les services ont une dimension départementale qui se déclinent localement en antennes.

UNE STRUCTURATION MANAGÉRIALE EN 4 DIRECTIONS DE TERRITOIRE

Les directions sont efficaces pour construire des réponses adaptées aux besoins locaux, pour soutenir quotidiennement les professionnels et établir des coopérations efficaces avec les acteurs.

UNE PRATIQUE PROFESSIONNELLE DE "L'ALLER-VERS"

pour favoriser la rencontre et rendre possible l'accompagnement. Cette pratique agrège des déplacements dans les territoires les plus isolés, au domicile des personnes ou dans les lieux qu'ils fréquentent (parking, squat...) et des moyens spécifiques (délocalisation des bureaux, camping car).



La Saône-et-Loire c'est :

- 547 200 habitants (1er janvier 2021),
- 8 575 km² (7ème rang des départements français),
- 50% de communes de moins de 400 habitants,
- 5 intercommunalités de plus de 10 000 habitants.

Ce paysage local a des incidences sur l'accompagnement des personnes accueillies :

- Le temps de déplacement des professionnels pour réaliser des actions au plus près des lieux d'habitation des personnes,
- La démultiplication géographique des réseaux de partenaires,
- La nécessité de conduire les personnes accompagnées à leur rendez-vous, faute de moyens de transport.

Le patrimoine

Pour répondre à la mission d'héberger et de loger, Le Pont gère un parc de :

**642 LOGEMENTS RÉPARTIS SUR
29 COMMUNES DE LA SAÔNE-ET-LOIRE.**

TERRITOIRE NORD

197 logements dont

154 en location auprès de bailleurs
privés/publics
43 en propriété SCI Le Pont



5 locaux professionnels dont

1 en location auprès de bailleurs
privés/publics
4 en propriété SCI Le Pont



TERRITOIRE EST

187 logements dont

183 en location auprès de bailleurs
privés/publics
4 en propriété SCI Le Pont



6 locaux professionnels dont

4 en location auprès de bailleurs
privés/publics
2 en propriété SCI Le Pont



TERRITOIRE OUEST

109 logements

en location auprès de bailleurs
privés/publics



4 locaux professionnels dont

1 en location auprès de bailleurs
privés/publics
3 en propriété SCI Le Pont



TERRITOIRE SUD

147 logements dont

107 en location auprès de bailleurs
privés/publics
40 en propriété SCI Le Pont



11 locaux professionnels dont

4 en location auprès de bailleurs
privés/publics
7 en propriété SCI Le Pont



DES LOCAUX NEUFS À CHALON

Site
Dumorey,
inauguré en
septembre
2025.



Après plusieurs mois de travaux, le site Dumorey a ouvert ses portes.

En souhaitant conserver les bureaux sur cette parcelle historique pour l'association, cette dernière a dû faire face à des contraintes urbanistiques qui ont donné la forme atypique du bâtiment. La construction de 550 m² offre de vastes bureaux et salles de réunion ainsi que plusieurs espaces de détente intérieurs et extérieurs, dans un décor très lumineux. Il accueille une trentaine de salariés du service asile, veille sociale et hébergement.

Le 23 septembre 2025, l'association a inauguré le bâtiment, avec les financeurs et partenaires, occasion aussi de renforcer la connaissance des services.

**En 2025, 14 agents techniques
ont réalisé ou coordonné plus de
2 500 interventions.**



**Au sein des 8 établissements et 20 services
de l'association Le Pont,** les agents
techniques sont chargés de maintenir en l'état
le parc immobilier et proposer des logements
dignes aux personnes accompagnées.
Ils réalisent différents types d'interventions :

- Chantiers de rénovation,
- Chantiers d'espaces verts,
- Interventions de dépannage,
- Déménagements / aménagements,
- Gestion de l'entretien des véhicules (réparations / contrôle technique...).

**Les participants ont été
accueillis autour d'un temps
convivial (café, thé, viennoiseries
et jus d'orange), avant de
débuter une visite animée en
petits groupes.
La découverte des services s'est
faite sous forme d'ateliers
divers.**



LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS



Des liens qui se tissent,
des actions qui comptent.

FÉVRIER 2025

• Rencontre des référents RSE

Première rencontre entre salariés "référents RSE". Sur la base du volontariat, ils ont pour rôle de promouvoir la RSE au sein du Pont, sensibiliser l'ensemble des professionnels aux actions poursuivies et favoriser le développement de bonnes pratiques au sein des services.

AVRIL 2025

Course des garçons & filles de café

• Course des filles et garçons de café



Organisé à Chalon-sur-Saône par l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie, cet événement relayé au Pont par le Service Intégré de Coordination de l'Emploi et de la Formation (SICEF) a permis à 12 candidats de se faire connaître et de capter l'attention des recruteurs.

JUIN 2025

• Journée mondiale des réfugiés

Chalon-sur-Saône / Cluny / Mâcon et Montceau-les-Mines :

Animations, expositions, repas partagés, témoignages avec les personnes accompagnées.



Réalisation d'une fresque avec l'artiste Ted Nomad.

JANVIER 2025

• Conférence sur "la justice restaurative"* animée par les référentes du SPIP 71

Présentation et partage d'expérience entre professionnels.

*La justice restaurative offre un espace sécurisé, confidentiel et volontaire de paroles et d'échanges entre une victime et un auteur d'infraction, avec l'aide d'un médiateur neutre et formé, dans l'objectif double de reconstruction et de responsabilisation".

MARS 2025

• Formation "Harcèlement sexuel"

Formation des membres de la Commission "Harcèlement sexuel et/ou agissements sexistes" composée de deux membres du Comité Social et Économique et de deux représentants de l'employeur.



MAI 2025

• Semaine nationale des Pensions de Famille



Portes ouvertes des Pensions de Famille à Saint-Marcel et au Creusot. Rencontre et échange avec les partenaires locaux, les salariés et les personnes accompagnées.

AOÛT 2025

• Déclenchement du plan canicule

L'épisode de chaleur s'est amplifié sur le département du 71. La Préfecture a déclenché le plan canicule ce mois-ci à 2 reprises. L'association a mis en oeuvre les mesures nécessaires pour les salariés et les personnes accompagnées.



OCTOBRE 2025

• Portes ouvertes d'Eco'Sol

La ressourcerie de Mâcon organise deux fois par an des portes ouvertes. Ces journées sont l'occasion de mettre en vente davantage d'articles de seconde main et d'ouvrir certains ateliers de tri, habituellement fermés au public.



DÉCEMBRE 2025

• Diffusion d'un film documentaire

Projection du film documentaire de Dominique DERDA "Les filles sans joie des petites routes" au cinéma d'Autun, disponible sur la plateforme France TV. En immersion pendant plus d'un an avec l'Équipe Mobile Précarité, le réalisateur met en évidence les conditions d'existence des femmes victimes de la prostitution et le parcours de sortie de certaines d'entre elles.



JUILLET 2025

• Visites en Saône-et-Loire

Concilier l'utile à l'agréable : en vue de nommer les nouvelles salles d'entretien des locaux Dumorey à Chalon-sur-Saône, les personnes accompagnées des dispositifs CADA, HUDA, HU... ont visité différents sites chargés d'histoire : "Saint-Amour", "Cluny", "Solutré".



SEPTEMBRE 2025

• Tournoi de pétanque inter-services

Les services de Chalon-sur-Saône ont organisé pour la 1ère fois ce tournoi dans le but que tous les résidents des différents services se rencontrent et partagent un moment de convivialité.



NOVEMBRE 2025

• Journée avec la Fédération Nationale des Samu Sociaux et la Croix-Rouge Française

Réunion de plus de 30 professionnels et bénévoles issus des cinq départements de Bourgogne-Franche-Comté, animée autour du référentiel de missions et d'évaluation Maraudes et Samu Sociaux.

Au programme :

- Présentation des 13 modules du référentiel,
- Sensibilisation aux pratiques et postures des maraudeur.e.s.,
- Ateliers pratiques de mise en situation.



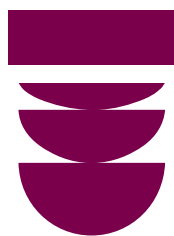


Unis pour un nouveau départ !

2 208

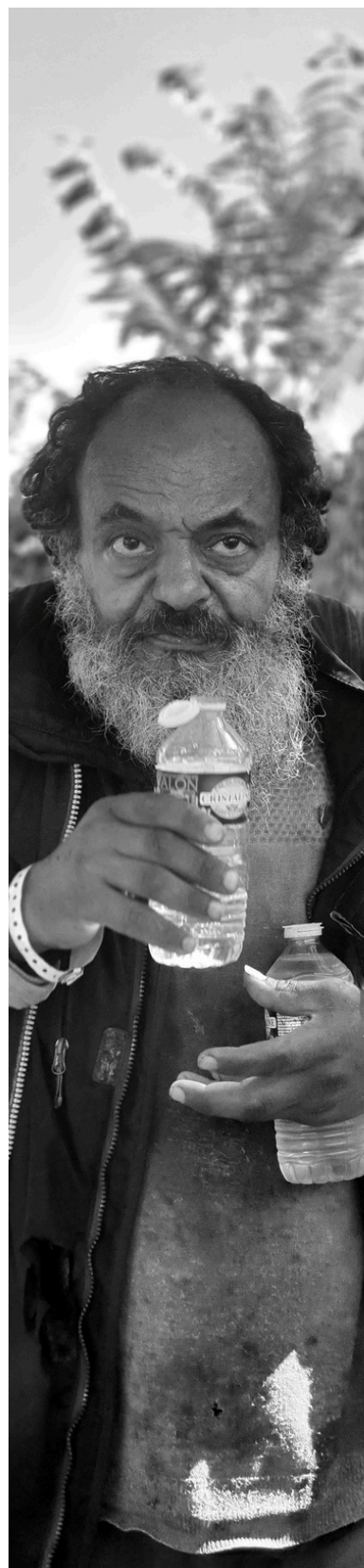
personnes
accompagnées





Répondre à l'urgence

Dispositifs



ACCUEILS DE JOUR - LOUHANS ET MÂCON

453 personnes accompagnées - AJ

Accueillir des personnes sans domicile et/ou en grandes difficultés autour de services de première nécessité (douches, repas, buanderie). Offrir une écoute et orienter pour une évaluation sociale.

ÉQUIPE MOBILE PRÉCARITÉ

212 personnes accompagnées - EMP

Se rendre au plus proche des personnes sans domicile stable, les plus éloignées et invisibles, en habitat précaire ou en situation d'incurie afin de repérer des besoins spécifiques et initier un éventuel changement dans la vie de la personne.

HÉBERGEMENT D'URGENCE

433 personnes accompagnées - HU

Accueillir et mettre à l'abri un public en demande d'hébergement d'urgence pour permettre l'évaluation sociale et l'ouverture des droits premiers, dans l'attente d'une réorientation adaptée par le biais du SIAO ou d'un accès direct au logement autonome.

SAMU SOCIAL

211 personnes accompagnées

Effectuer des maraudes en ville à Mâcon du 1er novembre au 31 mars par une équipe mobile. Aller à la rencontre des personnes sans domicile, afin de créer du lien social, de distribuer des soupes chaudes, du café ou des couvertures, de mettre en contact avec le 115 et de faciliter l'accès aux dispositifs de la veille sociale, si une demande d'accompagnement est sollicitée.

SERVICE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION

899 personnes accompagnées - SAO

Accompagner des personnes sans abri ou risquant de l'être (accès aux droits, au logement...). Évaluer la situation et orienter vers une solution adaptée.



À LA RENCONTRE DE TOUTES LES FORMES DE PRÉCARITÉ.

SAMU
SOCIAL

Durant la période hivernale 2025/2026, 211 personnes différentes ont été rencontrées en maraude entre le 1er novembre 2025 et le 31 mars 2026, soit une augmentation de 35% par rapport à 2024.

La proportion de femmes, de 9%, a nettement diminué par rapport à 2024.

Cette évolution s'explique par la **priorisation accordée aux femmes sur les disponibilités 115, au titre de la vulnérabilité.**

Toutefois, ce constat ne doit pas occulter les **13% de femmes en demande d'hébergement au SIAO**, ni la hausse importante de 38% de demandes motivées par des violences intrafamiliales (émises à 94% par des femmes) passant de 34% en 2024 à 47% en 2025.

Second phénomène constaté lors des maraudes en 2025 : **l'accélération du nombre de personnes ne vivant pas à la rue, mais en logement**, parfois en mauvais état, voire insalubre, qui ont sollicité une **aide matérielle** auprès de l'équipe du SAMU SOCIAL ; notamment pour des denrées alimentaires, ou seulement un contact régulier ou une rencontre. Ces demandes ont pu atteindre jusqu'à 35% lors de certaines maraudes.

LA MARAUDE NUMÉRIQUE

NOUVEAU : à l'aire du numérique, la prostitution prend des formes innovantes. En effet, la prostitution sur internet est désormais un phénomène d'ampleur qui nécessite d'adapter les modalités d'intervention.

Aussi, les professionnelles de l'EMP pratiquent, en sus de leur approche habituelle, depuis le début de l'année 2025, l'"**aller-vers numérique**".

Elles tentent d'entrer en contact avec les personnes en situation de prostitution sur internet, afin d'informer sur l'action de l'association et inciter à prendre contact.

SUR L'ANNÉE 2025, LA MARAUDE NUMÉRIQUE A POUR BILAN :

530 personnes contactées,

50 réponses reçues soit 10% de retours, parmi lesquelles 18 demandes d'aide ou de renseignements sur la santé ou le lieu géographique d'intervention et 2 demandes de rendez-vous. Les autres échanges se sont limités à des remerciements sans demande particulière.

3 signalements via la plateforme Pharos (portail de signalement des contenus illicites sur internet) ont été initiés pour suspicion de prostitution de mineurs ; les profils semblaient être ceux de jeunes filles d'une douzaine d'années.



TÉMOIGNAGE

"enfin à l'abri !"



DE LA RUE AU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ...



Iveta

personne accompagnée

Je m'appelle Iveta, je viens de République Tchèque.

Je suis en France depuis 13 ans, et j'ai vécu dans la rue pendant de nombreuses années. L'hiver, il faisait froid, je dormais souvent dehors, c'était difficile.

J'ai été hébergée à l'accueil de nuit des Charmilles de Mâcon, ce qui m'a permis de trouver un travail. Comme je ne travaillais pas toute la journée et que l'accueil de nuit n'ouvre que le soir, je devais patienter dehors, souvent sur un banc public.

Ensuite, j'ai eu la chance d'être suivie par le service de l'Hébergement d'Urgence de l'association Le Pont, j'ai bénéficié d'un hébergement pendant 1 an et demi. J'étais heureuse avec un appartement et un travail. Puis c'est le service Intermédiation Locative qui m'a trouvé un logement. J'ai travaillé pendant 2 ans, je me suis blessée et malheureusement j'ai fini par perdre mon emploi et depuis je suis de nouveau à la recherche d'un travail car c'est important.

Je remercie tous ceux qui m'ont aidée et qui m'aident encore.

À l'association Le Pont, j'ai été accompagnée par le SAO, l'Accueil de Jour, l'Hébergement d'Urgence, le Samu Social et enfin le service d'Intermédiation Locative.



"j'ai croisé Iveta"

habitante du quartier

Sous nos fenêtres, tout un hiver, à la nuit tombante, se jouait un spectacle qui me mettait mal à l'aise : celui d'un couple sans abri trouvant refuge sous des couettes, sur la terrasse d'un bâtiment voué à disparaître.

La jeune femme, que je croisais régulièrement, assise sur un banc avec son compagnon, demeurait pourtant toujours souriante, polie et soignée. Malgré la barrière de la langue, j'avais compris qu'elle fréquentait l'Accueil de Jour du quartier pour se nourrir, se laver, se faire aider.

Plus tard, je l'ai retrouvée avec surprise dans le hall de mon immeuble, agent d'entretien ; elle irradiait malgré la fatigue. Quel chemin parcouru, quelle persévérance face au froid et aux épreuves. Seule, séparée de son compagnon violent, elle revenait encore s'asseoir sur ce banc après les heures de travail, attendant l'ouverture de l'accueil de nuit qui l'hébergeait... jusqu'au jour où elle n'est plus venue. On lui avait trouvé un logement.

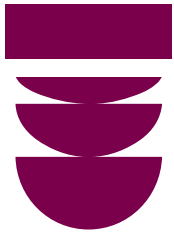
Le banc et le bâtiment ont depuis été détruits. Une page s'est tournée.

Mais son courage, lui, reste, comme une trace discrète de ce que l'on peut traverser, et dépasser. Souhaitons-lui, un avenir à la hauteur de son courage.

2065

personnes
accompagnées





● ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT

820 ménages accompagnés - ASLL

Aider les ménages n'ayant pas une autonomie suffisante pour accéder à un logement ou s'y maintenir.

● ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT

395 personnes accompagnées - AVDL

Favoriser les sorties de structures d'hébergement et de logement temporaires et proposer un accompagnement adapté. Prévenir les risques d'expulsion des ménages en difficulté.

● CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE (URGENCE ET INSERTION)

432 personnes accompagnées - CHRS

Proposer un accompagnement à toute personne majeure (seule ou en couple, accompagnée ou non d'enfants) qui rencontre de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue d'accéder ou de recouvrer une autonomie personnelle et sociale. L'accueil en CHRS est une solution temporaire.

● INTERMÉDIATION LOCATIVE

91 personnes accompagnées - IML

Mobilisation de logements pendant une période déterminée, dans le département de Saône-et-Loire. L'Association est locataire de ces logements et les sous-loue à des ménages afin de faciliter, à terme, leur accès à un logement de droit commun.

● PENSIONS DE FAMILLE / RÉSIDENCE ACCUEIL

91 personnes accompagnées - PF / RA

Accueillir, sans condition de durée, des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile l'accès à un logement ordinaire.

● SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE

236 personnes accompagnées - SARS

Reconstruire un projet social avec toute personne en grandes difficultés, pour essayer de la maintenir dans son environnement et ainsi éviter le déracinement et la rupture des liens sociaux.



Une convention signée en mars 2025 a défini les modalités de partenariat et de coordination entre l'association Addictions France, à travers le Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) de Mâcon, et l'association Le Pont, afin d'atteindre des objectifs communs de prévention, d'accompagnement et de soins en addictologie au bénéfice des personnes vivant des situations de précarité et souffrant d'addictions qui fréquentent l'Accueil de Jour et le CHRS de Mâcon.

Les actions prévues incluent des consultations avancées au sein de l'Accueil de Jour et du CHRS, ainsi que des interventions pour soutenir les équipes de travailleurs sociaux dans l'accueil et l'accompagnement de personnes. Elles visent à mieux comprendre et prendre en charge les risques et les conséquences des pratiques addictives avec ou sans substances, par, entre autres, de l'information claire, une aide, des soins et des orientations médico-psycho sociales spécifiques.

Un professionnel d'Addictions France intervient régulièrement sur site dans les deux structures qui, elles, mobilisent des moyens humains et mettent à disposition des locaux adaptés pour les entretiens avec les personnes accueillies qui le souhaitent. Le partenariat prévoit également une coordination via des rencontres annuelles pour évaluer les actions menées.

Dans un contexte marqué par une fragilisation croissante de l'accès au logement, le dispositif d'Intermédiation Locative (IML) s'inscrit aujourd'hui comme une réponse essentielle aux besoins des publics les plus précaires.

LE DISPOSITIF
IML

En effet, les ménages orientés vers ce dispositif présentent des situations de plus en plus complexes, en lien notamment avec l'augmentation du coût de l'énergie, la tension accrue sur le marché locatif et les difficultés d'accès au logement pour les personnes disposant de ressources modestes ou instables, avec des parcours logement difficiles ou une autonomie limitée. Cette évolution du profil des bénéficiaires vient renforcer les enjeux d'accompagnement et nécessite une adaptation constante des pratiques professionnelles.

La publication, début 2025, du nouveau cahier des charges de l'IML en sous-location a d'ailleurs pris en compte cette réalité en prévoyant un allongement de la durée de prise en charge, désormais portée à 24 mois. Cette évolution permet d'inscrire davantage l'accompagnement dans le temps, en cohérence avec les besoins des ménages, souvent confrontés à des parcours résidentiels plus longs et plus incertains.

Dans ce cadre, le service a engagé un travail de réactualisation de ses outils afin de les adapter à ces nouvelles orientations. Ainsi, la convention d'occupation et les contrats d'objectifs ont été retravaillés, et une charte à destination des propriétaires privés a été élaborée, dans une logique de clarification des engagements et de sécurisation des partenariats.

Parallèlement, les équipes ont mené, en lien avec la directrice qualité de l'association, un travail approfondi autour des recommandations de bonnes pratiques professionnelles relatives à l'accompagnement lié au logement, publiées par la Haute Autorité de Santé. Ce temps d'analyse collective, associant également les équipes AVDL, a permis de s'approprier ces recommandations, de les mettre en perspective avec les pratiques existantes et d'aboutir à l'élaboration d'un mémo synthétique facilitant leur appropriation au quotidien.



Sébastien, 43 ans

personne accompagnée par le SARS

À la suite d'un accident de voiture, et la perte de mon travail, je traverse une énième phase de dépression, alimentée pour la première fois de ma vie par une consommation quotidienne d'alcool. Je suis au plus bas, "totalement" résigné.



Cependant, un rendez-vous avec mon assistante sociale, va me permettre d'obtenir une aide précieuse. [...] constatant ma détresse et ayant connaissance de l'état d'insalubrité de mon logement, elle me propose de rencontrer une personne de l'association Le Pont. Après un moment d'hésitation, j'accepte sans trop y croire.

Croire en quoi, d'ailleurs ?

En avril, l'assistante sociale se rend à mon domicile avec Mme G., éducatrice de l'association Le Pont.

Les présentations se passent bien et, par la suite, un projet de relogement est mis progressivement en place. À partir de cette période, j'arrête de boire tous les jours et reviens à une consommation modérée mais régulière, c'est-à-dire tous les weekends.

Les entretiens à domicile avec l'éducatrice du Pont se succèdent, le projet de relogement s'affine, et nos discussions, plus ou moins d'ordre psychologique, me redonnent un peu de motivation. Je prends conscience du bienfait de ces entretiens et de la toxicité de la profonde solitude dans laquelle j'étais plongé depuis de nombreuses années. C'est décidé : [...], c'est dans cette petite ville que je souhaite habiter pour me rapprocher des lieux de soin et parce que je n'ai plus de voiture. Un appartement au centre-ville, sortir de ma solitude, **vivre dans le monde parmi le monde**. Les semaines et mois passent, mon moral joue un peu au yoyo mais, globalement, ça va. Mme G. me motive pour participer à des repas et activités organisés au Pont. Malgré le stress et un manque de confiance en moi, ces moments s'avèrent très agréables et bienveillants.

[...] Ma consommation d'alcool a énormément diminué, je me sens bien et mes épisodes dépressifs sont de moins en moins fréquents ou violents. Niveau professionnel, je ne sais pas quoi faire de ma vie. Mme G. me propose de rencontrer une psychologue à France Travail, afin de travailler sur une réorientation professionnelle. Progressivement [...] nous en sommes arrivés à travailler une orientation vers un SAVS et l'Accueil de Jour des PEP 71 même si je ne sais toujours pas quoi faire de ma vie.

Septembre, tout s'accélère !

Mme G. revoit avec l'OPAC et plusieurs visites me sont rapidement proposées.

Octobre, j'emménage dans un joli appartement, qui me plaît.

Après quelques mois, même mon chat Youpi, habitué à gambader dans la nature, semble s'y plaire. C'est très important.

Avant de terminer sa mission, Mme G. m'a présenté au GEM "Aux P'tites Unions" ainsi qu'au Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE) des PEP 71 dans l'attente d'une éventuelle réponse positive pour un SAVS. Elle a bien compris l'importance pour moi d'être accompagné en ce qui concerne le lien social afin d'éviter une rechute dans la solitude.

Grâce à l'aide de toutes les personnes que j'ai citées, et je tiens à remercier infiniment Mme G. pour son travail et sa confiance, l'horizon m'est beaucoup moins sombre. À moi d'aller de l'avant. C'est un travail de tous les jours.

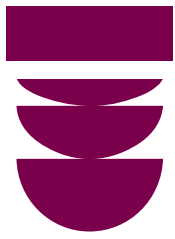
À présent, je suis habitant de [...] et heureux de l'être.

Décembre, une page est définitivement tournée.

144

personnes
accompagnées





ATELIER CHANTIER D'INSERTION ECO'SOL

77 personnes accompagnées - ACI

Accompagner vers l'emploi durable des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle en alliant l'accompagnement socio-professionnel et la production économique via :

- Les ressourceries qui agissent en faveur du réemploi d'objets collectés voués aux déchets (vêtements, meubles, électroménager, livres, jouets, vaisselle...),
- La repasserie qui offre un service de repassage et petite couture à destination des particuliers.

ATELIER CHANTIER D'INSERTION ECO'COOK

16 personnes accompagnées - ACI

Accompagner vers l'emploi durable des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle en alliant l'accompagnement socio-professionnel et la production économique.

La conserverie alimentaire est une cuisine professionnelle luttant contre le gaspillage alimentaire par la transformation en plats cuisinés, sous forme de bocaux frais et appertisés, des surplus alimentaires collectés auprès des différents acteurs locaux, notamment des Grandes et Moyennes Surfaces.

ATELIER DES SAVOIRS CULINAIRES

10 personnes accompagnées - ASC

Participer à l'inclusion professionnelle des publics Bénéficiaires d'une Protection Internationale par la France, sous la forme de 3 supports : permanences emploi individualisées, ateliers collectifs, brigade cuisine.

SERVICE INTÉGRÉ DE COORDINATION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

41 personnes accompagnées - SICEF

Développer le réseau des acteurs de l'emploi et de la formation et en faciliter la communication auprès des professionnels de l'association. Mettre en lien les offres et les demandes pour faciliter la fluidité du marché, en proposant des visites d'entreprises, des informations collectives...

L'ABSENCE DE MOBILITÉ OU L'INSERTION PROFESSIONNELLE COMPROMISE

Des difficultés de mobilité sont exprimées par la majorité des personnes accompagnées. Ces contraintes de déplacement, générées par le manque de transports en commun et/ou le coût de la mobilité (permis de conduire, véhicule, essence...) impacte négativement l'insertion professionnelle (refus d'opportunités professionnelles, problèmes de ponctualité, périmètre de recherche d'emploi restreint).

La mobilité constitue ainsi un enjeu transversal, impactant l'autonomie des publics et nécessitant un accompagnement renforcé.

Elle est devenue un axe intégré à l'accompagnement par la recherche de moyens de financements (Fonds d'Aide aux Jeunes, aides du Conseil Régional, permis citoyens, Compte Personnel de Formation...). Le Pont propose également aux personnes accompagnées par les différents services de Mâcon, des séances hebdomadaires de préparation au code de la route.

Pour illustrer cette problématique, lors du plan vendanges 2025, coordonné par le SICEF, sur 47 personnes embauchées sur la période de la récolte, seulement 3 détenaient le permis de conduire. Les équipes ont redoublé d'imagination afin de trouver des solutions pour tous. Et, si chaque année, à l'issue de la période des vendanges, des offres d'emploi pérenne sont proposées, elles ne bénéficient qu'aux personnes mobiles, au vu de la difficulté de se loger en proximité.



Le dispositif Premières Heures en Chantier

Le dispositif Premières Heures en Chantier (PHC) est financé par le Conseil Départemental 71 et la DDETS à partir de juillet 2025, avec le soutien de Convergence France, qui porte le dispositif sur le plan national. Le recrutement d'une éducatrice socio-professionnelle accélère le dispositif dès novembre 2025.

Ce dispositif permet aux personnes sans hébergement, en grande exclusion, d'intégrer un chantier d'insertion en CDDI de façon progressive, à raison de 4h par semaine. Une augmentation progressive des heures (jusqu'à 19h) s'opère sur 1 an et peut aboutir à une intégration sur un ACI ou en emploi direct.

Les premiers salariés seront recrutés en 2026.

Le dispositif s'appuie sur les activités de la ressourcerie à Mâcon, principalement sur le tri textile.

1.5 ETP en salariés en insertion est prévu en 2026.

TÉMOIGNAGE

"envie d'avancer"

Djamila

salariée à Eco'Sol

J'ai 46 ans, Je suis mariée, j'ai deux enfants qui ont respectivement 18 ans et 15 ans.

J'habite à Mâcon. J'ai été femme de ménage pendant 15 ans durant mon dernier travail. J'ai subi un harcèlement de la part de l'un de mes collègues. Je suis tombée dans une dépression durant plusieurs années. J'ai ensuite demandé une rupture conventionnelle, qui a été acceptée. J'ai fait une formation au Dispositif Amont de la Qualification (DAQ). Suite à cela, je me suis sentie mieux et j'ai fait des recherches de travail. J'ai fait une session de recrutement vente à la ressourcerie et j'ai été choisie. Une fois arrivée, durant environ 1 mois, cela a été un peu dur. J'étais stressée par rapport aux gens. J'avais complètement perdu confiance en moi. Avec l'aide de mon encadrant, de l'équipe de vente et de tous les autres encadrants, je me suis sentie à l'aise. J'ai pris mes marques.

J'ai maintenant envie d'avancer. Aujourd'hui, cela fait 1 an et 3 mois que je travaille à la ressourcerie. J'ai un stage en blanchisserie à trouver, pour avoir un emploi stable dans ce domaine. Je me sens aujourd'hui prête pour reprendre un travail à plein temps. Pour moi ce sera la fin d'une période difficile de ma vie. Je remercie l'équipe de direction ainsi que l'association Le Pont .

confiance et arrive sans de
avec du monde, sur le p
bien, j'ai un point qui
de faire des choses, je
ce est la joie de vivre



Abdellah

salarié à Eco'Cook

BONJOUR. J'ADORE MON TRAVAIL!
C'EST UN TRAVAIL FORMIDABLE
POUR MOI. MES COLLÈGUES SONT
TRÈS GENTILS AVEC MOI.
Ils ME RESPECTENT ET JE LES
RESPECTE, ET
J'ESPÈRE TRAVAILLER PLUS
SOUVENT AVEC EUX

Emebet

salariée à Eco'Cook



J'ai commencé à travailler à l'association Le Pont
ECO COOK en mai 2024, après mon arrivée en France
en 2022. Mon expérience est très positive. Au début
tout était nouveau pour moi, mais mes collègues
et mes responsables m'ont beaucoup aidé.

Ils sont gentils, patients et toujours prêts à
expliquer. Grâce à leur aide, j'ai suivi une
formation DELF A et j'ai amélioré mon français
avec de bons résultats.

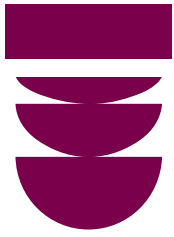
J'ai aussi progressé en cuisine et appris beaucoup
de choses pour mon avenir. Ce travail me permet
aussi d'être plus autonome et de construire
ma vie en France.

J'aime venir travailler chaque jour, car l'ambiance
est bonne et motivante. Je remercie sincèrement
mes collègues et mes responsables pour leur
aide et leur soutien.

569

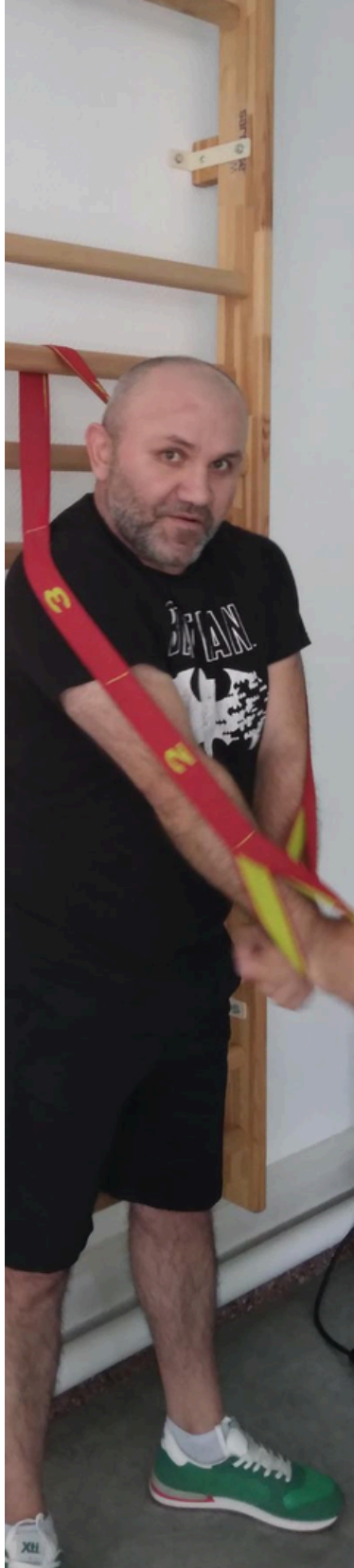
personnes
accompagnées





Accompagner vers les soins

Dispositifs



APPARTEMENTS DE COORDINATION THÉRAPEUTIQUE

23 personnes accompagnées - ACT

Accueillir, accompagner et aller à la rencontre des personnes malades en situation de fragilité psychologique et sociale et nécessitant des soins et un suivi médical.

AGENTS DE SANTÉ

252 personnes accompagnées - AGDS

Permettre aux personnes en situation d'exclusion sociale de retrouver une santé optimale pouvant les aider à se réinsérer dans la vie socio-professionnelle, et les accompagner individuellement vers les soins.

LITS HALTE SOINS SANTÉ

25 personnes accompagnées - LHSS

Accueillir temporairement des personnes majeures, sans domicile fixe, quelle que soit leur situation administrative, dont la pathologie ou l'état général somatique ou psychique ne nécessite pas une prise en charge hospitalière ou médico-sociale spécialisée mais est incompatible avec la vie dans la rue.

LHSS MOBILE (LITS HALTE SOIN SANTÉ)

232 personnes accompagnées

Aller à la rencontre de personnes en situation de grande précarité ou de personnes très démunies, là où elles vivent, mettre en œuvre des modalités d'accompagnement dans une approche "d'aller-vers", quelle que soit leur situation administrative.

LITS D'ACCUEIL MÉDICALISÉS

37 personnes accompagnées - LAM

Accueillir des personnes majeures, atteintes de pathologies lourdes et/ou chroniques irréversibles, séquellaires ou handicapantes, pouvant générer une perte d'autonomie. Permettre à ces personnes de recevoir, en l'absence de domicile et dans l'impossibilité de prise en charge adaptée dans des structures de droit commun, des soins médicaux et paramédicaux ainsi qu'un accompagnement social adapté.

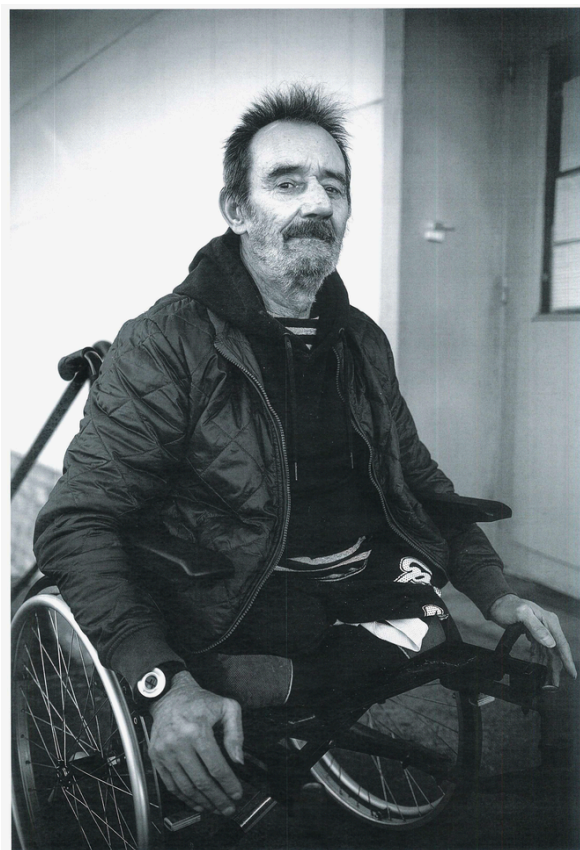
JOURNÉE DU
PRENDRE SOIN

L'association a organisé le 28 novembre à Montceau-les-Mines, une grande journée du "Prendre soin" ouverte aux professionnels du Pont, aux personnes accompagnées et aux partenaires de la Saône-et-Loire.

L'objectif était de faire découvrir d'autres façons de prendre soin des personnes accompagnées, et de faire entrevoir que les soins techniques et curatifs ne sont pas que la seule voie pour l'amélioration de la santé somatique et mentale.

Après un accueil institutionnel par le président du Pont, un programme témoignant de différentes pratiques a permis d'explorer la diversité des approches : Chantal Chevrot psychologue à Addictions France a présenté la réduction des risques alcool. Puis, l'infirmière de l'association Asalée a présenté les actions qu'elle conduit auprès des personnes en ACT sur l'équilibre alimentaire tout en respectant un budget contraint.

Un buffet déjeunatoire s'est tenu autour d'un bar pédagogique et d'un vélo "à smoothies" pour mettre en pratique les thématiques évoquées le matin.



L'après-midi, Lucas de Girval, responsable de l'association Siel Bleu, prestataire de l'Activité Physique Adaptée aux LAM et LHSS de Montceau-les-Mines, a présenté des manières de mettre le corps en mouvement en s'adaptant aux capacités et les handicaps de chaque personne.

Un résident accueilli en LAM, souffrant d'une pathologie cancéreuse, a témoigné des bienfaits de cette activité dans la réappropriation de son corps qui subit de nombreux soins et traitements.

Des exercices physiques simples de coordination ont été proposés au public avec l'aide d'un résident des LAM dans le rôle du modèle sportif, ce qui fut un moment de bonne humeur partagée.



Enfin, Nora Mouche, chef de service Le Pont, a présenté l'action d'art thérapie proposée aux personnes accueillies en CADA pour extérioriser leurs émotions, en mots, en dessins, ou en sculptures. Prouvant encore une fois la force cathartique de l'art comme levier d'équilibre et d'amélioration de la santé mentale des personnes.



Jadranka

accompagné par le LAM de Saint-Vallier

Mon mari et moi sommes très satisfaits du service, nous faisons régulièrement contrôler nos médicaments par le médecin.

J'habite ici depuis 21 ans et je me sens comme chez moi, et merci à tous de prendre soin de nous



Ils m'ont

également trouvé pour aller travailler chez Ben Vol Gammaüs tous les mercredis de 8h00 à 11h00 et tous les vendredis je vais chez Kuro France, pendant je suis très reconnaissant car j'en ai besoin pour mes dossiers.

Merci Merci Beaucoup.



Anne-Lise

Infirmière aux LHSS mobile - Mâcon

J'accompagne Mr A., né en 1976, divorcé, naturalisé français et d'origine turque, depuis son retour en France en décembre 2023, après avoir vécu dans son pays d'origine et à l'étranger pendant plusieurs décennies.

Il est arrivé à l'Accueil de Jour avec les besoins suivants : ouverture des droits (domiciliation, CPAM), soins, hébergement puisqu'à la rue et pas de personne ressource, pas d'entourage.

Il présentait une pathologie psychiatrique avec traitement instauré mais en rupture qui a nécessité des demandes et accompagnements en rdv de consultation à la PASS du CH de Mâcon pour réévaluation, prescriptions et délivrance du traitement. J'assurais également pour ma part les soins IDE (pilulier, aide à la prise de traitement, éducation thérapeutique et injections retards).

Avec ma collègue, assistante de service sociale de l'Accueil de Jour, nous avons pu rétablir ses droits à l'assurance maladie avec CSS.

Dans ce temps, il a pu bénéficier d'une chambre en Hébergement d'Urgence à l'accueil de nuit, en fréquentant quotidiennement l'Accueil de Jour.

Monsieur n'ayant pas de ressources financières, je l'ai accompagné auprès d'une travailleuse sociale de la Maison des Solidarités afin qu'il puisse bénéficier du RSA et signer son contrat CER.

Parallèlement à cela, il a été rapidement convenu que Mr était en difficulté et manquait d'autonomie pour l'ensemble de ses démarches (apragmatisme, léger déficit mental et instabilité psychique), tout cela conjugué avec le fait qu'il ne sache ni lire ni écrire en français. La nécessité d'engager une mesure de protection était évidente. J'ai accompagné Mr, avec son accord, dans cette démarche, y compris lors de l'audience avec le juge des tutelles. Une fois la mesure actée, j'ai donc fait le lien avec le mandataire judiciaire qui a par la suite été nommé.

J'ai établi le lien avec un médecin psychiatre en ville, une fois les droits CPAM ouverts, ce qui a pris plusieurs mois, puis avec le CMP. En coordination avec cette équipe, nous avons pu instruire un dossier de demande auprès de la MDPH afin qu'il puisse bénéficier des aides financières et médico-sociales dont il relevait (AAH, Foyer de vie, SAMSAH).

La vulnérabilité et la fragilité de Mr ont été exacerbées en raison d'une brutale dégradation de son état de santé physique puisqu'il a été victime d'une hémorragie digestive qui a engagé son pronostic vital et nécessité une chirurgie de sauvetage et passage en réanimation. Cette hospitalisation lourde et ses conséquences ont demandé une implication de ma part importante.

En sortie d'hospitalisation, Mr s'est retrouvé à la rue puisque l'hébergeur n'a pas souhaité reconduire l'accueil de Mr A. Un tiers heureusement lui a proposé une solution, très précaire, mais au moins à l'abri.

Malheureusement, Mr A. a de nouveau présenté une décompensation de sa maladie psychiatrique, l'observance d'un traitement est difficile à maintenir dans un tel contexte pathologique et encore plus lorsque les conditions de vie sont défavorables et délétères. J'ai de nouveau alerté sur cette situation et refait une demande d'hébergement au 115.

Celle-ci vient d'aboutir puisqu'il est installé en une chambre d'urgence en CHRS.

Pendant la durée de cet accompagnement, Mr a pu recevoir des soins dentaires également.

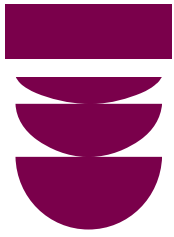
Quant à la médecine générale, je l'accompagne dans ce sens mais il n'a toujours pas de médecin traitant.

Sa situation a été abordée en commission veille sociale SIAO au cours de l'année. Mais en fin 2025, aucune solution d'hébergement plus pérenne n'a été concrétisée.

637

personnes
accompagnées





Accompagner la personne

Dispositifs



● **APPUI SOCIAL INDIVIDUALISÉ**

65 personnes accompagnées - ASI

Accompagner de façon globale et individualisée des jeunes de 18 à 25 ans en difficultés importantes d'insertion sociale et professionnelle.

● **CENTRE DE SOINS ET DE PRISE EN CHARGE DES AUTEURS**

54 personnes accompagnées - CPCA

Accompagner des hommes ou des femmes auteurs de violences conjugales et familiales, orientés par la justice ou accueillis dans le cadre d'une démarche volontaire.

Protéger les victimes, éloigner l'auteur du domicile conjugal, lutter contre la récidive, harmoniser le parcours d'accompagnement et assurer une veille après la prise en charge pendant 12 mois. Sur Mâcon, il s'agit essentiellement d'un lieu d'accueil, d'écoute et d'accompagnement psychologique individualisé, accessible 2 jours par semaine.

● **DISPOSITIF JEUNES MAJEURS**

49 personnes accompagnées - DJM

Accueillir des jeunes majeurs arrivés mineurs non accompagnés en France et ayant été pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance.

En parallèle d'un hébergement, l'accompagnement est global et vise l'accès à l'autonomie et plus particulièrement la scolarisation, l'emploi, le séjour et le logement.

● **LOJ'IN**

23 personnes accompagnées

Accompagner les jeunes de 18 à 25 ans, ayant eu un parcours à l'Aide Sociale à l'Enfance, pour faciliter l'accès au logement et favoriser l'insertion sociale et professionnelle.

● **SERVICE MANDATAIRE JUDICIAIRE À LA PROTECTION DES MAJEURS**

446 personnes accompagnées - SMJPM

Assurer les mesures de protection (sauvegardes de justice, curatelles renforcées ou simples et tutelles) prononcées par les juges de contentieux de la protection de Mâcon, Chalon-sur-Saône et Le Creusot sur l'ensemble du département de Saône-et-Loire.

Une mesure de protection juridique peut s'appliquer à toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté.



LE DÉPLOIEMENT DU SERVICE JEUNE 71

Le public jeune nécessite un accompagnement global, individualisé et de proximité pour accompagner vers plus d'autonomie et de stabilité sur un ensemble de champs d'intervention (logement, emploi, formation, parentalité, maternité, soins, santé mentale, budget...).

Le rapprochement des dispositifs Loj'In, DJM et ASI dans le cadre de l'expérimentation d'un Service Jeunes initié depuis septembre 2024, a permis d'impulser et de créer une dynamique commune entre les professionnels et une offre d'accompagnement élargie à destination du public cible, avec :

LA PROPOSITION D'UN SERVICE DE SUITE

Le terme de l'accompagnement constitue une étape délicate pour des jeunes dont le parcours est souvent marqué par l'abandon ou des attachements précaires.

Le service de suite s'inscrit dans une forme de permanence symbolique de lien, susceptible de sécuriser la prise d'autonomie. Il offre la possibilité aux jeunes de rester en lien et d'interpeller pour des démarches ponctuelles.

Ainsi sur l'année 2025, pour l'ensemble des secteurs (Chalon-sur-Saône, Paray-le-Monial, Mâcon, Louhans, CUCM), 72 sollicitations d'anciens suivis (ASI, DJM, Loj'In) ont été recensées.

LE DÉVELOPPEMENT DES TEMPS COLLECTIFS

Des temps collectifs ont été instaurés de façon régulière afin de favoriser la dynamique de groupe et l'expression des jeunes ; ils contribuent à l'émulation partagée et à créer des liens au-delà de la relation éducative.

À titre d'exemple, l'action "Sport et Culture" a été renouvelée en 2025, pour lutter contre l'exclusion sociale et travailler sur les compétences psychosociales de chacun (estime de soi, prise d'initiatives, création de liens sociaux, savoir être en collectivité).

L'accès à la culture, les pratiques artistiques et l'expression citoyenne sont aussi des activités proposées aux jeunes.



PRÉVENIR LA RÉCIDIVE DES VIOLENCES CONJUGALES

Plusieurs études concluent que les pathologies addictives augmentent le risque de perpétration de violences entre conjoints. Selon l'OMS, le risque d'agressions sur un partenaire intime serait multiplié par 3 en cas de trouble de l'usage de l'alcool ou d'un autre produit (cannabis et cocaïne).

Il existe également un recours aux substances psychoactives plus important chez les personnes ayant subi des violences au cours de leur vie. Le lien de causalité n'est pas encore réellement établi mais il pourrait être expliqué par la mémoire traumatique.

Parmi les situations suivies sur l'antenne du CPCA 71, le passage à l'acte se traduit presque toujours sur fond d'alcool, et les auteurs ont majoritairement une histoire de vie familiale complexe avec des traumatismes dans l'enfance.

Ainsi, dans le cadre des suivis psychologiques individuels proposés par le CPCA 71 sur l'axe Mâcon / Chalon-sur-Saône, les objectifs travaillés sont, entre autres :

- Sensibiliser aux risques et dommages inhérents à la consommation de substances psychoactives pour la santé mentale,
- Contribuer à renforcer chez l'auteur, l'estime de soi et la capacité à maîtriser ses émotions pour faciliter l'adaptation à son milieu de vie,
- Développer les compétences psychosociales chez les auteurs.

TÉMOIGNAGE

"elle m'a remotivé..."



Kévin

accompagné par le service ASI

"J'ai dû reprendre contact avec l'association Le Pont car je me suis retrouvé hébergé chez ma tante suite à des impayés eux-mêmes causés par la perte de mon emploi. J'ai pu retrouver un travail, grâce à l'aide de Morgane, elle m'a remotivé pour chercher un logement chez un bailleur privé.

Je n'avais plus la motivation pour rien. Je suis maintenant dans un nouveau logement avec mon CDI".



L'INTER-ASSOCIATIF AU SERVICE DE LA RÉFLEXION ÉTHIQUE

"Protéger et restreindre des libertés sont deux actions à la fois contradictoires et très proches, ce qui nécessite la recherche d'un équilibre permanent. Il y a donc une tension éthique au cœur de la mesure judiciaire" (Éthique du mandataire judiciaire à la protection des majeurs, FNAT, éditeur ESF, 2017)

Créé en 2018, le premier Espace Éthique des Associations Tutélaires de Saône-et-Loire est né de la volonté conjointe des trois associations tutélaires du département (UDAF-LA SAUVEGARDE-LE PONT) de structurer un dispositif dédié aux professionnels. Cet espace poursuit plusieurs objectifs :

- Proposer un cadre de réflexion autour de situations complexes rencontrées dans la pratique,
- Veiller à ce que les mesures de protection respectent l'autonomie et les libertés individuelles, dans le strict cadre du droit,
- Offrir un temps de soutien aux professionnels confrontés aux contraintes et aux pressions de leur environnement de travail.

L'Espace Éthique est composé de bénévoles issus de divers horizons professionnels (magistrats, avocats, formateurs, psychologues, psychiatres...) ainsi que de trois représentants professionnels par association. L'animation est confiée à un intervenant extérieur spécialisé en éthique.

Au cours de l'année 2025, six situations ont été examinées. Les réflexions ont principalement porté sur le respect des choix de la personne protégée, la préservation de ses libertés individuelles et la protection de ses intérêts patrimoniaux.

L'implication régulière des bénévoles et des professionnels, réunis à un rythme trimestriel, témoigne de l'intérêt porté aux questionnements éthiques et de la dynamique collective engagée.



Christelle, mandataire judiciaire

à Louhans

"J'ai été membre du comité éthique pendant 3 ans. Ce qui me plaît particulièrement est la pluridisciplinarité du comité. On n'est pas là pour trouver une solution aux situations complexes. Mais cela nous permet d'identifier des pistes pour se positionner au plus juste et au plus acceptable d'un point de vue éthique. Les situations évoquées font aussi souvent écho à d'autres cas rencontrés qui nous ont percutés dans notre parcours professionnel".



Karine, chef de service SMJPM

à Louhans

"Il m'est arrivé de soutenir une mandataire qui exposait une situation au comité éthique. C'est un cheminement : la situation a déjà fait l'objet de beaucoup d'échanges en équipe, on a essayé des choses avec le majeur protégé, cela n'a pas marché ... Présenter une situation au comité nécessite un temps de préparation : on passe par la narration de la situation afin que l'on puisse donner tous les éléments de compréhension au comité ; puis on a un temps de travail en amont avec l'animateur pour dégager avec lui les enjeux éthiques qui seront au cœur de la discussion avec le comité".



Noémie, mandataire judiciaire

à Chalon-sur-Saône

"Les situations évoquées durant le comité sont étudiées en amont par l'animateur, puisque chaque situation complexe n'engage pas forcément une réflexion éthique.

Une situation relève de l'éthique si elle engage autre chose qu'un aspect technique et qu'elle met en tension le droit, la morale et la déontologie".



Samuel, mandataire judiciaire

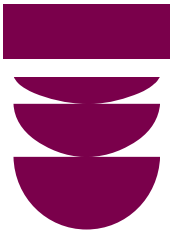
à Paray-le-Monial

"Il est un véritable espace de réflexion et de soutien face aux situations complexes rencontrées dans notre pratique. À travers les échanges des différents partenaires, ce comité favorise des décisions plus justes, respectueuses des droits et de la dignité des majeurs protégés".



806

personnes
accompagnées



Accueillir les demandeurs d'asile et réfugiés

Dispositifs



CENTRE D'ACCUEIL POUR DEMANDEURS D'ASILE

503 personnes accompagnées - CADA

Hébergement et accompagnement global du public en demande d'asile sous procédure normale et accélérée, orienté par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), jusqu'à la réponse de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) ou de la Commission Nationale de la Demande d'Asile (CNDA).

CENTRE PROVISOIRE D'HÉBERGEMENT

88 personnes accompagnées - CPH

Accueillir, héberger et accompagner vers l'autonomie les publics qui ont obtenu une protection internationale (réfugiés ou bénéficiaires de protections subsidiaires), sortant des dispositifs dédiés de l'asile (CADA, HUDA, PRAHDA) et plus particulièrement en matière de santé, logement et insertion professionnelle, grâce à un travail sur la levée des freins (linguistiques, mobilité, formation...).

HÉBERGEMENT D'URGENCE DEMANDEURS D'ASILE

200 personnes accompagnées - HUDA

Héberger et accompagner les demandeurs d'asile, quelle que soit la procédure (procédure accélérée, procédure normale, Convention Dublin), orientés par le Dispositif National D'Accueil (DNA), géré par l'OFII.

INTERMÉDIATION LOCATIVE POUR LES BPI

15 personnes accompagnées - IML

Faciliter l'accès au logement de droit commun par une sous-location en vue d'un glissement de bail pour les Bénéficiaires de la Protection Internationale.



UNE PLONGÉE COLLECTIVE DANS LE PROJET DE SERVICE

Le projet de service du CADA et de l'HUDA a été actualisé dans le cadre d'une démarche participative impliquant l'encadrement, les 25 professionnels ainsi que les personnes accompagnées.

DE LA PARTICIPATION À LA DÉMOCRATIE SOCIALE

- Un groupe de parole a été mis en place en septembre 2025 à Chalon-sur-Saône et se réunit une fois par semaine. C'est un espace entre les demandeurs d'asile et les professionnels pour échanger, s'écouter et prendre des décisions sur les différents aspects de la vie quotidienne et pour construire des actions collectives (sortie à Givry et Cluny, activités à l'occasion de la fête de Noël, formation aux gestes de premiers secours, recherche d'associations ayant besoin de bénévoles...).
- Le 16 décembre 2025, deux personnes du CADA ont été élues déléguées pour siéger au Conseil Régional des Personnes Accueillies et accompagnées (CRPA) de Bourgogne-Franche-Comté animé par la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), pour donner leurs avis sur les politiques publiques.



MUSIQUE ET ÉMOTIONS POUR GAGNER EN BIEN-ÊTRE



Dans le cadre de son projet de recherche de fin d'études, Magali Ringoot a proposé des séances hebdomadaires de musicothérapie de novembre 2025 à avril 2026 auprès d'un public concerné par l'exil.

Véritable pratique de soin en santé mentale comparable à une psychothérapie par le non verbal, la musicothérapie s'avère particulièrement intéressante pour les personnes exilées en situation de grande vulnérabilité. Elle permet de contourner la barrière de la langue et l'utilisation de musiques issues de cultures d'origine, ce qui offre un sentiment de sécurité et de continuité dans des parcours brisés.

EN PARTENARIAT AVEC ETAP CLUNY, SÉANCES DE MUSICOTHÉRAPIE SUR L'ANTENNE DE CLUNY AVEC LES DISPOSITIFS SAO, HU ET CADA.

La musicothérapie aide à restaurer l'identité, un "chez-soi" intérieur, entre passé et devenir. Par le travail sur la créativité, en co-improvisant avec la thérapeute, la personne voit ses émotions validées et sa force vitale encouragée.



je me suis inscrite à un atelier de musicothérapie parce que je voulais découvrir l'effet de la musique sur moi. je voulais explorer de nouvelles façons de m'exprimer et de m'inspirer. Grâce à cet atelier, j'ai vraiment ressenti comment la musique m'aide à m'exprimer avec confiance. je remarque que je comprends plus profondément mes émotions, et je trouve dans la musique un moyen naturel de calme et de concentration. Cette découverte m'a vraiment permis de trouver plus d'équilibre, et aujourd'hui, je suis plus proche de moi-même et plus à l'aise pour comprendre qui je suis.

Jb.L résidente au CADA Cluny

“ **Massangbé - Médecin, Côte d'Ivoire**
résidente au CADA

À mon arrivée en France, je me sentais complètement perdue, comme un orphelin. Heureusement, le CADA m'a accueillie et accompagnée dans toutes mes démarches. Grâce à mon assistante, qui m'a toujours soutenu et guidé avec bienveillance, j'ai pu avancer sereinement. Je tiens à lui adresser mes sincères remerciements, ainsi qu'à sa responsable et à toute son équipe pour leur aide précieuse.

“ *éducatrice spécialisée au CADA*

DES ATELIERS POUR S'EXPRIMER ET MIEUX COMPRENDRE SES DROITS sont proposés ponctuellement au sein de notre CADA afin de favoriser l'expression et l'entraide entre les personnes accompagnées.

Dans une ambiance conviviale, Midaki, Nancy, Massangbé, Yolande, Jean-Fritzner ou encore Zola, aux côtés d'autres participants, partagent leurs expériences autour de sujets essentiels : parcours administratif et juridique, accompagnement, mais aussi difficultés du quotidien (stress, démarches, délais).

Ces échanges permettent de mieux comprendre les étapes du parcours, de partager des conseils concrets et de se sentir moins seul face aux démarches. Un espace bienveillant où chacun peut avancer, à son rythme, grâce à la force du collectif.



Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

L'ANCRAGE DU SIAO 71



Le SIAO est constitué d'une équipe de 8 personnes.

IL EST GARANT DE LA COORDINATION DU RÉSEAU PARTENARIAL COMPOSÉ DE 35 OPÉRATEURS GESTIONNAIRES QUI GÈRE UN PARC DE 1 631 PLACES, DONT :

- 454 places d'hébergement d'urgence
- 314 places d'hébergement d'insertion
- 863 places de logement adapté



Sur le volet urgence, en 2025, le numéro d'écoute 115 a reçu 8 972 appels dont 8 319 demandes d'hébergement, concernant 1 469 ménages, soit 2 078 personnes différentes.

Le 115 a émis 1 277 propositions d'orientation, parmi lesquelles 732 ont débouché sur un accueil.

Si la sollicitation du 115 augmente fortement (+ 38%), néanmoins seulement 10% de cette augmentation provient de personnes différentes.

Ainsi, la hausse des demandes n'est pas due principalement à l'arrivée de nouveaux publics, mais à des personnes qui sollicitent plus souvent le 115, malgré l'augmentation de la capacité d'accueil de +30%.

Sur le volet insertion, il s'agit de 1 126 demandes reçues par l'intermédiaire du Système Informatique SIAO (SI-SIAO), représentant 1 543 personnes, soit 1 032 ménages.

PAR LE BIAIS DES FORMATIONS DISPENSÉES, L'OUTIL SI-SIAO SE DÉMOCRATISE ET LE NOMBRE DES PRESCRIPTEURS AUGMENTE :

- 3 formations ont été proposées fin 2025, réunissant 34 participants.
- 9 sessions sont programmées pour le premier semestre 2026.

Si le SIAO oriente désormais en hébergement les situations les plus complexes et les plus précaires, il privilégie l'orientation directe vers le logement lorsque la situation le permet. Cette logique s'inscrit dans la politique du Logement d'Abord.

On observe donc une progression continue des accès directs au logement social, de 37% en sortie d'hébergement d'urgence (sans passage par des dispositifs d'insertion) entre 2024 et 2025.

En revanche, l'accès au logement du parc privé s'est nettement ralenti en 2025, ce qui s'explique principalement par le contexte économique actuel : exigences accrues en matière de garanties financières, nécessité de disposer d'un garant, avances de frais (dépôt de garantie, premiers loyers). En parallèle, l'offre se réduit sur le marché locatif privé, notamment du fait des obligations accrues pour les propriétaires en matière de performances énergétiques.

L'année 2025 a été particulièrement active avec notamment la rencontre des opérateurs de la veille sociale et de l'Accueil Hébergement Insertion (AHI), sous l'égide de l'État, dans le cadre de l'élaboration des conventions tripartites. Ces dernières visent à formaliser les engagements réciproques entre l'État, le SIAO, et les structures accueillantes ou prescriptrices. Un travail de communication s'est engagé avec la mise à jour des cartographies des dispositifs existants sur le département et la création de documents destinés à faciliter le repérage des services de veille sociale, à destination des sortants de détention par exemple.



LES COMMISSIONS DE VEILLE SOCIALE, DÉPLOYÉES DEPUIS 2024 SUR HUIT TERRITOIRES,

ont permis de mettre en lumière des situations de personnes à la rue, d'enclencher des interventions adaptées et de renforcer le partenariat entre les acteurs.

Ces rencontres ont également constitué un espace d'échange et d'analyse des situations avec les acteurs de terrains, favorisant ainsi une meilleure coordination des interventions sur les territoires.

Elles ont par ailleurs permis d'amorcer une réflexion sur le traitement des demandes adressées au 115, en termes de reconnaissance de certaines priorisations, afin d'améliorer la réponse apportée aux situations les plus urgentes.

DANS CETTE DYNAMIQUE ENGAGÉE, L'ANNÉE 2026 SERA CONSACRÉE À PLUSIEURS CHANTIERS STRUCTURANTS :

- La signature de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs entre l'État et le SIAO.
- La finalisation des signatures des conventions tripartites (État, SIAO et opérateurs).
- La modernisation du fonctionnement du 115 : le SIAO 71 a été retenu par la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement) pour être pilote dans l'expérimentation programmée.
- Le déploiement des accès au SI-SIAO à destination des gestionnaires d'hébergement et leur formation.
- Le suivi de la progression des parcours et la fluidité des dispositifs.
- L'incitation à intégrer l'ensemble des dispositifs au fonctionnement de la régulation par le SIAO.
- La poursuite du développement de l'observation sociale et sa communication.

Avec les personnes sans-abri ou mal logées,

construisons ENSEMBLE !



Service Intégré d'Accueil et d'Orientation de Saône-et-Loire

LES PERSONNES AU COEUR DE L'ACTION



Ensemble, décidons demain.

La pair-aidance



La promotion de la pair-aidance s'inscrit dans un plan d'action 2025-2028 visant à promouvoir toutes les formes d'entraide et de soutien, par lesquelles une personne s'appuie sur son savoir expérimentiel vécu, pour aider d'autres personnes vivant des situations comparables.

**UNE POSITION EN FAVEUR
DE TOUTES LES FORMES
DE PAIR AIDANCE**

En décembre 2025, Le Pont formule son ambition volontariste dans un document associatif. Il s'appuie ainsi sur des principes essentiels :

- La reconnaissance à toute personne de compétences singulières et de capacités d'expertise propres,
- La mise en dialogue des savoirs professionnels, expérimentiels et académiques,
- La promotion de la capacité d'agir.

**En 2025, l'association recrute son premier
travailleur pair, au sein de l'Accueil de Jour
Mâcon.**



Marina

pair-aidante à l'Accueil de Jour

C'est grâce à mon poste d'agent d'entretien au sein de l'Accueil de Jour de Mâcon et à mon long parcours un peu chaotique que j'ai pu obtenir ce poste de pair-aidante.

Placée en foyer et famille d'accueil jusqu'à mes 18 ans, mon parcours de vie n'a pas été simple. J'ai toujours su tendre la main à des gens dans le besoin, je peux les comprendre, les écouter.

L'association Le Pont m'a permis de suivre, en 2024-2025, une formation au travail pair, RESPAI, dispensée par la FAS Bourgogne-Franche-Comté.

Depuis septembre 2025, en plus de l'entretien des locaux, j'ai de nouvelles missions en tant que pair-aidante : j'échange au quotidien avec les personnes accueillies à l'Accueil de Jour et j'essaie de faciliter la communication avec eux ; j'aide mes collègues à mieux comprendre leurs situations et leurs parcours ; je favorise la participation des personnes aux événements et ateliers organisés par l'Accueil de Jour ; il m'arrive d'accompagner des gens à l'UDAF, à la banque pour les aider dans leurs démarches administratives. Je participe également aux Analyses de la Pratique Professionnelle (APP), aux diverses réunions avec l'équipe éducative. J'ai la possibilité de donner mes idées, je me sens donc reconnue, je suis fière. J'aime venir travailler le matin, j'y vais avec plaisir.

Mon travail est plus diversifié, c'est très intéressant.

Je remercie vraiment l'association de m'avoir fait confiance. Il me reste encore à passer mon permis de conduire et je serais comblée.

J'ai repris confiance en moi, quand on veut, on peut.



Jolan

usager de l'Accueil de Jour

Marina apporte la joie et la bonne humeur et tout ça en musique !

Elle rend toujours des services sans "prendre la grosse tête". Elle est vraiment à l'écoute et fait plus que son rôle.



La Réduction des Risques Alcool

L'alcool est la substance psychoactive, d'usage licite, la plus consommée en France et en Europe. Il est source d'importants dommages et génère des complications affectant toutes les dimensions de la personne.

L'alcool, comme d'autres dépendances, est pour certains un support qui permet une gestion supportable de leur situation.

Le travail d'accompagnement des personnes affectées par une addiction à l'alcool se révèle d'une grande complexité pour les équipes. Elles constatent le désarroi, le mal-être et les conséquences physiques, psychiques, économiques et sociales des personnes accompagnées et aussi les difficultés à apporter des réponses adaptées.

Fort de ces constats, l'association Le Pont a mis en place dès 2020 une démarche générale de Réduction Des Risques Alcool (RDRA) dans les services du Pont (CHRS, Accueil de Jour, Pensions de Famille, Hébergement d'Urgence, LAM-LHSS), qui se consolide avec succès d'année en année.

Qu'est ce que la RDRA ?

"La RDRA vise à œuvrer par tout moyen, pour tous et chacun, à réduire les risques et les dommages liés à l'alcool, en soutenant chaque personne dans une démarche de sécurité vis-à-vis des risques pris ou encourus et d'amélioration des contextes de vie".

Agir en premier recours pour diminuer les risques alcool, Guide, Haute Autorité de Santé, 20/07/2023

La démarche lancée au Pont s'appuie sur :

- Des référents RDRA dans les services,
- Une formation dispensée par France Addictions qui a concerné, à ce jour, plus de 40 professionnels,
- Des pratiques et des outils revisités,
- Des échanges de pratiques entre les professionnels,
- Un comité interne d'examen de situations complexes en présence d'un psychologue du CSAPA 71.

EN 2025, UN VASTE BILAN DE LA RDRA PRATIQUÉE AU PONT



Cette action a été particulièrement bien accueillie car elle invite à une prévention positive et accessible.

Le bilan est indiscutable, la RDRA est bénéfique, tout autant pour les personnes accueillies que pour les professionnels : envisager de nouvelles perspectives d'accompagnement, trouver une "zone" de confort, améliorer la qualité de vie...



“ Pour libérer la parole de tous et éviter l'aggravation des situations

À l'occasion de la sortie du beaujolais nouveau, la Pension de Famille Saint-Marcel a organisé une action conviviale et pédagogique à l'attention de tous les résidents. L'équipe de professionnels a proposé des échanges et des informations pour sensibiliser les résidents à la consommation à moindre risque et réduire les consommations impulsives.

L'équipe a encouragé l'autogestion des risques comme l'hydratation, l'alimentation et le retour sécurisée dans les logements.



La démarche d'amélioration de la qualité

L'association Le Pont a construit en 2025 une démarche d'amélioration continue de la qualité sur le long terme et intégrée à tous les services du Pont.

Elle se fonde sur les besoins, les attentes et la satisfaction des personnes accueillies et questionne sur le sens des pratiques et des outils professionnels.

**LA DEMARCHE QUALITÉ, POUR
SECURISER, VALORISER ET
INTERROGER LES PRATIQUES**

2025 A CONSTITUÉ UNE ANNÉE RICHE EN AVANCÉES :

- L'actualisation du socle des procédures,
- La formation à la lutte contre la maltraitance et la promotion de la bientraitance,
- La mise en réflexion avec les équipes d'un habitat alternatif,
- La refonte de l'intranet,
- Le déploiement du Règlement Général à la Protection des Données...



LES ÉVALUATIONS QUALITÉ ont aussi jalonné l'agenda :

4 établissements et services, le SMJPM, le CHRS, les LAM et les LHSS, ont été soumis à ce process, conformément à la loi 2002.2 du 02/01/2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

La validation de la qualité du fonctionnement des établissements par l'évaluation est une condition au renouvellement des agréments délivrés par les autorités de financement.

Chaque équipe a consciencieusement préparé cet exercice qui aura lieu tous les 5 ans, Les évaluateurs ont salué de nombreux points forts comme le respect des droits fondamentaux des personnes, l'anticipation et la gestion des situations de rupture, la politique de formation et de qualité de vie au travail et l'approche inclusive des accompagnements. Ils ont aussi pointé des axes de progrès, mis au travail dans un plan d'actions.



Lydie

directrice de territoire

L'évaluation qualité offre aux équipes et aux cadres, l'opportunité d'approfondir leur réflexion sur les outils ainsi que sur les modalités d'accompagnement mis en place au sein de l'établissement. Les phases de préparation favorisent la cohésion entre les professionnels et stimulent une dynamique d'analyse critique de nos pratiques, notamment dans notre manière d'accompagner les personnes et d'interpréter les textes réglementaires. Elles contribuent également à replacer la personne au centre de nos dispositifs.

L'évaluation qualité permet par ailleurs aux professionnels de prendre du recul et d'adopter une vision plus globale des dispositifs.

Enfin, elle valorise le travail, l'engagement et l'investissement des équipes.

La santé mentale

Les interactions entre santé mentale et précarité sont réelles et complexes. D'une part, le trouble psychique (psychose, trouble de la personnalité...) participe à la précarisation des personnes en apportant son lot de souffrance et en altérant les aptitudes sociales et économiques. Inversement, la situation d'exclusion et de précarité entraîne fréquemment l'apparition de symptômes psychiques. Cette souffrance est souvent vécue de façon isolée, sans demande d'aide ni de soins de la part des personnes concernées.

En réponse à ce phénomène, l'association Le Pont a mis en place depuis 2022 une équipe salariée de 3 psychologues (1 poste non pourvu en 2025 faute de candidature), financée par l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté.

En 2025, les psychologues du Pont sont intervenus sur le territoire de Mâcon et celui de Montceau-les-Mines – Le Creusot – Autun auprès des personnes accompagnées. Au total, 80 personnes ont été suivies.

L'intervention est multiforme : maraudes, consultations individuelles, temps collectifs, entretiens formels et informels...

En accentuant la pluridisciplinarité des équipes sociales, les psychologues soutiennent l'analyse des situations complexes. Ils sont aussi le maillon manquant à la coordination des parcours avec les acteurs du système de soins en psychiatrie et en santé mentale.



Chrissy

psychologue au Pont

“Mettre des mots sur la souffrance, parfois à des endroits qui n'ont jamais été parlés avant, jamais conscientisés, permet également de remettre du sens et de la cohérence sur des parcours jugés trop chaotiques par d'autres institutions et par notre société.

Le suivi permet également de prévenir l'aggravation des troubles (idées suicidaires, addictions, hospitalisations...).

Le travail en partenariat avec les collègues travailleurs sociaux permet parfois aux personnes d'adhérer à nouveau à des démarches d'insertion et/ou de soin.

L'accompagnement psychologique au sein de la veille sociale est essentiel et nécessaire. S'il ne résout pas la précarité, en revanche, il redonne des appuis stables, soutient l'élan vital, met en lumière des ressources internes, permet une meilleure compréhension de soi-même, pour faire face aux situations vécues et s'autoriser à se projeter dans un avenir plus positif”.

Dans le cadre des actions de la **Semaine d'Information de la Santé Mentale**, l'antenne de Paray-le-Monial a participé à deux marchés, celui de Marcigny le 13 octobre et Paray-le-Monial le 17 octobre. Le thème de cette année étant **"le lien social"**, l'équipe a organisé la préparation d'une soupe qui a été l'occasion de nombreux échanges, partages et rencontres, entre les personnes accompagnées par Le Pont, leur famille, les habitants et les professionnels de l'association.



L'association remercie les mairies de nous avoir gracieusement mis à disposition un emplacement sur leur marché hebdomadaire.

La pauvreté en milieu rural

La pauvreté en milieu rural est souvent discrète et diffuse. Elle favorise la reproduction sociale, accentue les fractures territoriales et met à mal la promesse d'égalité.



Mais l'association Le Pont considère que rien n'est irréversible. Elle s'inscrit de longue date dans une approche "d'aller vers" qui se concrétise par le développement de nombreuses actions auprès des personnes habitant dans les lieux les plus reculés du département de Saône-et-Loire, les rendants ainsi invisibles.

Tous les services du Pont sont structurés autour de cette logique et rompent avec l'idée que l'intervention ferait toujours suite à une demande exprimée.

En effet, le non-recours au droit, phénomène national désastreux, est accru en milieu rural car ce dernier est éprouvé par l'éloignement ou la fragmentation des services publics, le manque de moyens de mobilité adaptés, les déserts médicaux, l'isolement social...

L'enjeu des professionnels est donc d'intégrer dans leurs pratiques les situations de non demande de certains publics et de se situer dans une démarche pro-active pour entrer en relation.

PRÉCARITÉ EN MILIEU RURAL

L'Équipe Mobile Précarité a rencontré sur l'année 2025, 111 femmes en situation de prostitution sur l'ensemble du département. Pour cela, elle sillonne le département en camping car et rentre en contact avec les personnes qui exercent dans des camionnettes sur les routes de Saône-et-Loire.

L'EMP a, entre autres une mission de prévention à la santé et à la santé sexuelle. Seulement quelques personnes disposent de l'Aide Médicale d'État (AME), la grande majorité n'a aucune couverture médicale en France.

Deux tiers des femmes présentent diverses pathologies, somatiques et psychiques : anxiété, stress post traumatique, dépression, hypertension artérielle, diabète, problèmes dorsaux, surpoids.

Toutes les femmes rencontrées ont pu bénéficier d'actions de réduction des risques (sensibilisation et distribution de matériels au besoin).



- 13 femmes ont bénéficié d'un dépistage dans le cadre du partenariat avec le CeGGID (centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic des infections par le VIH, les hépatites virales et les infections sexuellement transmissibles).
- 14 rendez-vous ont été programmés avec la PASS pour 2 personnes atteintes du VIH.
- 5 personnes ont bénéficié d'accompagnement à des rendez-vous médicaux.
- 3 personnes ont été accompagnées dans leur demande d'Aide Médicale d'État (AME).
- 10 femmes déclarent avoir été victimes d'agressions physiques et 3 femmes de violences matérielles.

LUTTER CONTRE LA
PAUVRETÉ EN MILIEU RURAL :
UN IMPÉRATIF ÉGALITAIRE

Les partenariats et les mécénats

De nombreux partenaires et mécènes sont aux côtés du Pont pour renforcer ses actions, faciliter les parcours d'insertion, contribuer à l'amélioration des conditions matérielles de vie des personnes accompagnées et apporter du réconfort à l'occasion d'événements conviviaux.

DE NOMBREUX MÉCÈNES
ET PARTENAIRES POUR
NOUS AIDER À RELEVER
LES DÉFIS



L'association Le Pont les remercie chaleureusement.

Parmi nos partenariats :

**Financement mécénat AESIO
dans le cadre de l'appel à projet AESIO 2025**
**L'éco-pâturage de la Pension de famille de
Saint-Marcel**

“ **Séverine GUDEFIN**
Cheffe de service

“Depuis mai 2025, l'éco-pâturage, en introduisant des animaux pour entretenir les espaces verts de notre pension de famille, crée un environnement plus apaisant et vivant pour les résidents. La présence animale favorise le lien social, suscite la curiosité et encourage les interactions entre voisins. Cette pratique renforce aussi le sentiment d'utilité des habitants lorsqu'ils participent aux soins ou à l'observation des béliers. Elle améliore la qualité du cadre de vie et ancre la pension de famille dans une démarche écologique fédératrice. C'est en ce sens qu'AESIO a accordé la subvention de son appel à projets en 2025”.

**Artisan pâtissier PRALUS
installé à Mâcon**



La célèbre enseigne effectue des dons réguliers à Eco'Cook de brioches, destinés aux personnes accompagnées ou rencontrées lors des maraudes.



Journée mécénat

avec Leroy Merlin
le 11 décembre à Eco'Sol

6 salariés de l'enseigne ont fait découvrir leur métier et leurs activités aux salariés en insertion. Leroy Merlin cède aussi de nombreux dons de produits invendus (peinture, visserie, planchas ...) à la ressourcerie.



Noël solidaire : des colis ont été distribués aux personnes en CHRS, HU et SAO.

Remerciements aux donateurs et plus particulièrement : la crèche des bisounours de Chassigny sous dun, le lycée agricole de Charolles, l'ordre de Malte de Charolles, Cap animal de Paray-le-Monial, la clinique vétérinaire du Champ Bossu à Paray-le-Monial. Les particuliers et tous les partenaires et collègues ont pu relayer les informations sur cette action.



Cofinancé par
l'Union européenne



REPUBLIQUE FRANÇAISE



REGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE



SAÔNE-LOIRE
DEPARTEMENT



ARS
Bourgogne



Communauté de
Communes de Charolles



Grand Chalon



LEZARDS
CHATELAIN

Syndicat Intercommunal
à vocation unique
du Vernois

Pour avancer ensemble, l'association Le Pont adhère :



Fédération
des acteurs de
la solidarité



Fédération
des acteurs de
la solidarité
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE



nexem
employeurs, différencement



URIOPSS



FNAT
Fédération Nationale
des Associations
Territoriales

Protéger
sans diminuer

Ressourceries
& Recycleries

Association Apogée, Association CNAHES, Association Départementale d'Information sur le Logement, Banque Alimentaire Bourgogne-Franche-Comté et de l'Ain, Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles 71, Champ Social - CAIRN INFO, Communauté Professionnelle Territoriale de Santé du Chalonnais, de la Bresse Bourguignonne et de la Communauté Urbaine Creusot-Montceau, Fédération d'Associations Chalonnaises d'Entraide, Pôle Ressources Insertion par l'Activité Économique...



Assembler nos compétences.

Le bilan des ressources humaines



Au 31 décembre 2025, l'association comptait 330 salariés (343 en 2024), soit une diminution de 3,80 % par rapport à 2024, pour 298,98 ETP (311,18 en 2024).

- 69 % sont des femmes (229),
- 31 % sont des hommes (101),
- 14 % ont moins de 30 ans,
- 59 % des professionnels ont entre 30 et 50 ans,
- 27 % ont plus de 50 ans,
- 6 % des effectifs bénéficient d'une Reconnaissance de Travailleur Handicapé (RQTH), soit 21 salariés.

L'association a poursuivi son engagement d'insertion par le travail avec 113 CDDI. En 2025, 4 apprentis et 4 stagiaires gratifiés ont été accueillis.



Notre volonté de permettre aux salariés de l'association de bénéficier de formations très régulières s'est traduit en 2025 par :

- 70 formations mobilisant 231 salariés permanents pour 7 936 heures de formation,
- 31 CDDI pour 616 heures de formation.

MODERNISATION DU SUIVI DES TEMPS

En 2025, l'association a mis en place un nouveau logiciel de suivi des temps, OCTIME. Désormais les salariés visualisent leur planning annuel ainsi que leurs soldes de congés en temps réel.

Cela permet de sécuriser les pratiques et de faciliter la gestion des plannings tant pour les salariés que pour les chefs de service.

Un travail de fond a été engagé afin de mettre en place un Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) sur chaque site de l'association.

**SANTÉ
SÉCURITÉ**

Cela permet de prendre en compte les spécificités locales et d'adopter un plan d'actions au plus proche des besoins du terrain.

Ce travail va perdurer en 2026, avec la validation des plans d'actions locaux.

À compter de 2027, une actualisation annuelle sera menée en lien avec la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT).

Dans la poursuite de notre démarche de lutte contre les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) en 2025, un achat groupé de souris ergonomiques a été fait et chaque salarié volontaire en a reçu une.

Un stock est désormais disponible pour les nouveaux salariés ou tout salarié qui déciderait d'en utiliser une.

Les fonctions ressources

Les fonctions ressources situées au siège de l'association, soutiennent les établissements et services qui constituent le cœur de métier. Ces fonctions, complémentaires, concernent l'ensemble des tâches communes de gestion et s'articulent autour de 6 activités.

FINANCES GESTION

13 salariés

MISSIONS PRINCIPALES :

- Assurer la gestion administrative, comptable, financière et informatique liée à la vie associative de ses établissements et services dans le respect de la législation en vigueur

ZOOM 2025 :

- Refonte de l'ensemble des paramètres des logiciels de paie et comptabilité
- Mise en place du système décisionnel pour piloter l'activité économique



RESSOURCES HUMAINES

6 salariés

MISSIONS PRINCIPALES :

- Paie et administration du personnel
- Formation

ZOOM 2025 :

- Changement base du logiciel de paie
- Poursuite des permanences RH sur site et des réunions cadres RH



ADMINISTRATIF ET COMMUNICATION

16 salariés

MISSIONS PRINCIPALES :

- Accueil téléphonique et physique
- Gestion administrative pour les établissements et services
- Communication générale en interne et en externe

ZOOM 2025 :

Refonte de l'intranet, l'espace des documents de référence : réduction du nombre de documents, actualisation de leur contenu, modernisation de l'arborescence, recherche intuitive.

En lien avec la direction qualité.



ACHAT - RSE

1 salarié

MISSIONS PRINCIPALES :

- Rationalisation des achats
- Pilotage des parcs de véhicules, informatiques et téléphoniques
- Sensibilisation aux démarches RSE et mise en place d'actions

ZOOM 2025 :

Étude pour rajeunir le parc des copieurs sans investissement afin de créer des économies de fonctionnement

Consultation de l'entreprise Backliz pour louer des véhicules électriques reconditionnés.



QUALITÉ

1 salariée

MISSIONS PRINCIPALES :

Impulser, soutenir et suivre la démarche de valorisation et d'amélioration des outils et des pratiques des professionnels au service des personnes accueillies pour garantir et faire progresser la qualité et la sécurité de l'accueil et de l'accompagnement.

ZOOM 2025 :

Préparer le déploiement du logiciel Imago (visant à informatiser les dossiers des personnes accompagnées) auprès du CHRS, CPH, des pensions de famille, des LAM, LHSS, ACT, des Agents de Santé et de l'EMP.



SERVICES GÉNÉRAUX

1 salarié

MISSIONS PRINCIPALES :

- Suivi et gestion de projets
- Sécurité, référent technique, gestion des bâtiments, rénovation, réhabilitation, construction...

ZOOM 2025 :

Projet de construction d'un bâtiment d'accueil pour délocaliser les LAM-LHSS (actuellement installés dans un bâtiment au sein du Centre Hospitalier de Montceau-les-Mines).



Les bénévoles

Les bénévoles sont au cœur de notre association. Leur soutien, leur investissement et leur générosité sont essentiels au bon fonctionnement de nos services.

Grâce à eux, des personnes accompagnées bénéficient d'une attention particulière et des projets prennent vie.

Nous tenons à leur exprimer toute notre gratitude. Leur **talent**, leur **énergie** et leur **engagement** méritent d'être mis en lumière.

Merci à chacun d'entre eux pour ce qu'ils apportent à notre association.

RESSOURCERIE ECO'SOL - 14 BÉNÉVOLES

Tri et valorisation des objets collectés
Réparation des vélos
Vente et conseil clientèle
Préparation et vente aux portes ouvertes
Enseignement de la langue française

MÂCON - CLUNY

CONSERVERIE ECO'COOK - 5 BÉNÉVOLES

Collecte alimentaire
Aide en cuisine
Enseignement de la langue française

MÂCON

CADA - 32 BÉNÉVOLES

Enseignement de la langue française

CHALON SUR SAONE - CLUNY -
LE CREUSOT - LOUHANS - MÂCON
MONTCEAU LES MINES - TOURNUS

ACCUEIL DE JOUR - 6 BÉNÉVOLES

Accueil des personnes sans domicile fixe
Gestion de la buanderie,
Animations, temps collectifs

MÂCON - LOUHANS

SAMU SOCIAL - 11 BÉNÉVOLES

Maraude en période hivernale

MÂCON

INTER-SERVICES - 4 BÉNÉVOLES

Aide au transport
Aide au service technique
Massages bien-être

LE CREUSOT - MÂCON



Sandro

bénévole au Samu Social

Intégrer le Samu social, c'est bien plus que faire du bénévolat. C'est choisir l'humilité, l'écoute, l'absence de jugement. Ce n'est pas simplement offrir une soupe ou un café. C'est offrir du temps, de la présence. C'est regarder l'autre, vraiment. Partager un instant d'humanité. Tendre la main... et parfois, simplement être là.



Manuel

bénévole ressourcerie / secteur culture

Après mon activité professionnelle, j'ai voulu donner un peu de mon temps libre pour m'engager dans une action au service d'une association qui aide les personnes en difficultés. J'ai trouvé dans l'association Le Pont une activité qui répond au souhait de me rendre utile et j'espère que mon engagement aide cette association dans sa mission.



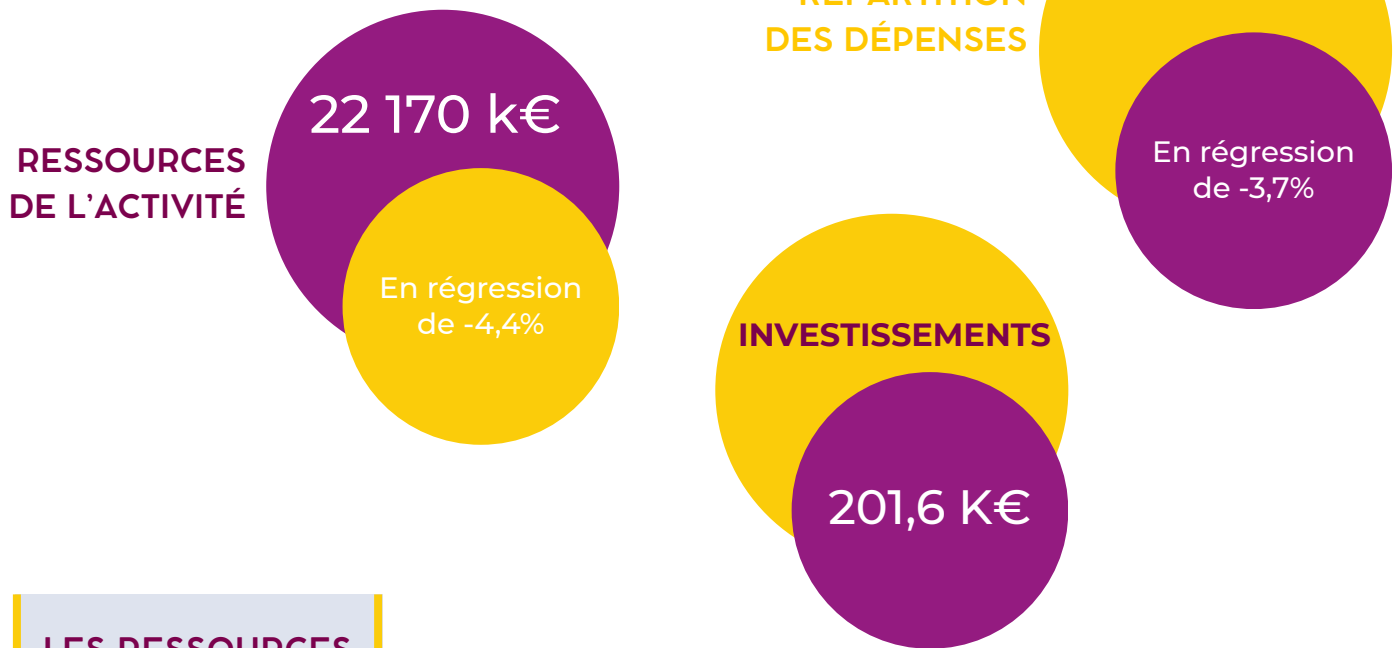
LE BILAN FINANCIER



Maximiser l'utilisation de nos ressources.

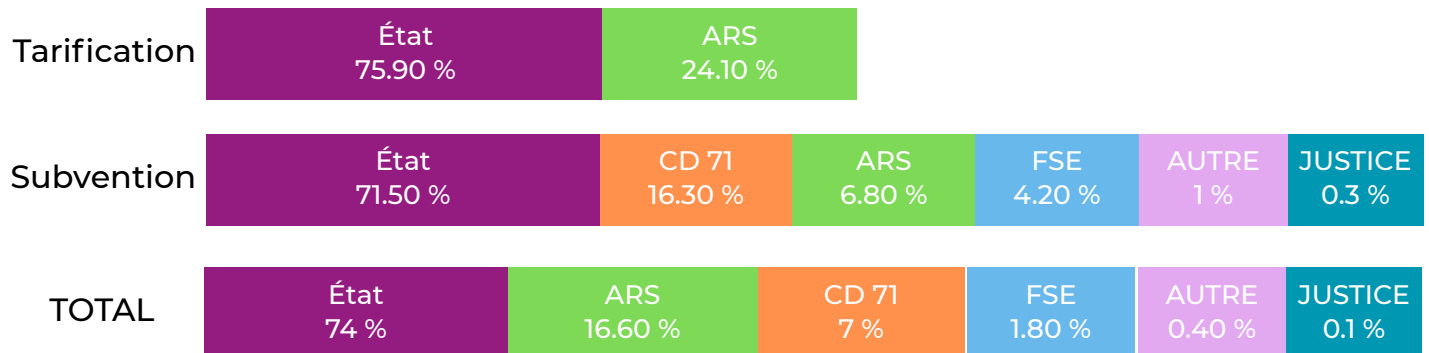
Rapport 2025

CHIFFRES CLÉS DE 2025



LES RESSOURCES

Répartition des produits de la tarification et des subventions



LES DÉPENSES

Frais de personnel	Gestion du parc immobilier	Frais de fonctionnement	Usagers *	Transport
63.58 %	25.74 %	2.84 %	2.58 %	2.01 %
Amortissements et +/- values d'actifs (hors immobilier)	Entretien et maintenance	Impôts et taxes	Activité marchande	Communication
2.29 %	0.91 %	0.03 %	0.01 %	0.01 %

*honoraires interprétariat, prestations médicales, alimentation, fournitures scolaires et médicales....

AAH	Allocation aux Adultes Handicapés
CDDI	Contrat à Durée Déterminée d'Insertion
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CER	Contrat d'Engagement Réciproque
CH	Centre Hospitalier
CMP	Centre Médico-Psychologique
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CSAPA	Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie
CSS	Complémentaire Santé Solidaire
CUCM	Communauté Urbaine Creusot Montceau
DDETS	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DIHAL	Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement
ETP	Équivalent Temps Plein
FNAT	Fédération Nationale des Associations Tutélaires
GEM	Groupe d'Entraide Mutuelle
IDE	Infirmier Diplômé d'État
MDPH	Maisons Départementales des Personnes Handicapées
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PASS	Permanence d'Accès aux Soins de Santé
PRAHDA	Programme d'Accueil et d'Hébergement des Demandeurs d'Asile
RESPAI	Réseau Expérience Soutien Pair Aidance
RSA	Revenu de Solidarité Active
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SCI	Société Civile Immobilière
SPIP	Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

CONTACT

Association Le Pont
80, rue de Lyon 71000 MACON
03 85 21 94 50
secretariat@lepont.asso.fr
www.lepont.asso.fr

